

COUVERTURE MÉDIATIQUE DU BEM ET DU BAC L'ANIRA met en garde

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3

Le Quotidien

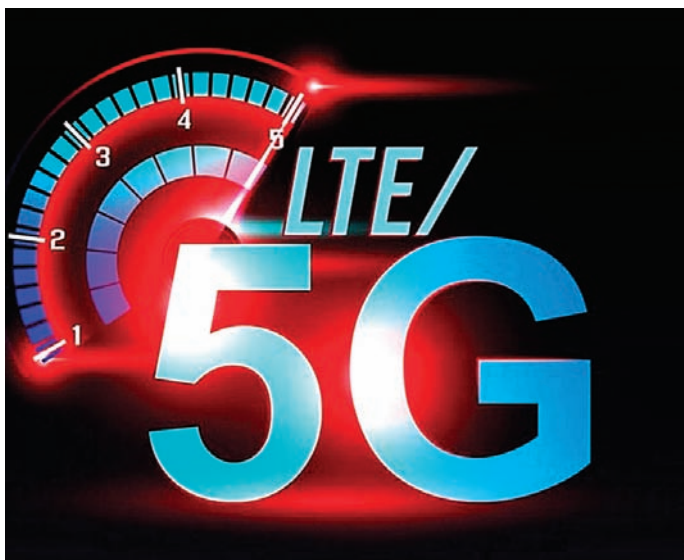
Edition Nationale d'Information

D'ORAN

CONFORMITÉ FISCALE VOLONTAIRE Les précisions de la DGI

P. 3

5G LTE POUR L'INTERNET FIXE



Des instructions pour le lancement début 2027

P. 3

UNE AVANCÉE NOTABLE 22 millions de cartes de paiement recensées en Algérie

Lire l'article de A.Z. page 4



JOURNÉES PORTES OUVERTES SUR LES ARTICLES 122 ET 93 DE LA LDF 2026



Une semaine réussie et plusieurs doléances prises en charge

Lire l'article de K. Assia page 8

Décès du chanteur de chaâbi Abdelmadjid Meskoud

P. 16

CHINE-USA Trump revendique des accords commerciaux «fantastiques»

P. 5

Après de nouvelles menaces de Trump L'Iran «ne capitulera pas sous la pression»

Mohamed Mehdi

Vendredi, 77e jour de l'agression américano-sioniste contre l'Iran. Trump menace l'Iran d'une nouvelle action militaire. Des responsables américains, cités par Al Jazeera, ont indiqué que l'équipe de Trump envisageait deux options principales d'escalade : la reprise de « l'opération Liberté » par une opération navale pour débloquer le détroit d'Ormuz ou le lancement d'une nouvelle campagne de bombardements ciblant les infrastructures iraniennes.

Dans d'autres déclarations aux journalistes après son voyage en Chine, Trump a confirmé que les États-Unis pourraient devoir retourner en Iran pour « un peu de nettoyage ». « Nous avons quasiment anéanti leurs forces armées. Il se peut que nous devions faire un peu de nettoyage, car nous avons observé un cessez-le-feu d'un mois, si l'on peut dire », a-t-il déclaré.

« Nous ne capitulerons pas sous la pression ou les menaces », a déclaré de son côté le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Aragchi, lors d'une conférence de presse tenue hier à l'ambassade d'Iran à New Delhi, en marge de la seconde journée de la réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS. « Les négociations actuelles piétinent en raison d'un manque de confiance et des messages contradictoires que nous recevons des Américains. Nous doutons du sérieux de Washington, et lorsque nous constaterons un réel sérieux de leur part, nous poursuivrons le processus de négociation », a ajouté le MAE iranien.

Pour Téhéran, « la médiation pakistanaise n'a pas encore échoué », mais si « la possibilité d'un règlement diplomatique » reste de mise, celle « d'une reprise des hostilités existe » aussi, souligne encore Aragchi.

Dans une précédente déclaration, Abbas Aragchi avait annoncé que des « consultations » étaient en cours pour « élaborer une réglementation concernant les dispositions relatives au détroit d'Ormuz, conformément au droit international ».

RUSSIE ET CHINE : LA GUERRE EN IRAN DOIT CESSER

Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est également exprimé lors d'un point de presse sur la situation au Moyen-Orient évoquant la nécessité de faire cesser les hostilités et de lever les obstacles dans le détroit d'Ormuz.

« La guerre en Iran doit cesser immédiatement et un cessez-le-feu doit être instauré », a déclaré Lavrov, considérant qu'il est « essentiel qu'aucun problème ni obstacle ne subsiste dans le détroit d'Ormuz », selon des propos rapportés par Al Jazeera.

Pour M. Lavrov, la « cause profonde » de la « crise avec l'Iran » est « l'agression injustifiée des États-Unis et d'Israël ». « L'intervention occidentale, qu'elle soit militaire ou qu'elle passe par un changement de régime, complique davantage la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord », a-t-il poursuivi.

Même messages envoyés à partir de Pékin par le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse, considérant que l'instauration « au plus vite » d'un « cessez-le-feu global » sera « bénéfique aux États-Unis, à l'Iran et aux pays de la région », et appelant à la réouverture du détroit « voies maritimes », selon un compte-rendu d'Al Jazeera.

« La guerre en Iran a engendré des catastrophes dans la région et a eu de graves répercussions. Nous devons trouver une issue au plus vite » par « le dialogue et la négociation », a-t-il ajouté.

« La Chine est prête à collaborer avec toutes les parties prenantes pour garantir la sécurité énergétique mondiale et la stabilité des chaînes d'approvisionnement », a conclu le porte-parole du MAE.

LIBAN : BOMBARDEMENTS ISRAÉLIENS AU 2E JOUR DES NÉGOCIATIONS DIRECTES À WASHINGTON

Au deuxième jour du second round des pourparlers directs entre les parties libanaise et israélienne à Washington, les bombardements de l'armée sionistes continuent sur le Liban, alors qu'un ministre du gouvernement de l'entité sioniste appelle à une colonisation pure et simple du pays. « Nous voulons une colonisation du Liban et nous ne devons pas craindre les pressions », a déclaré le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, selon des propos rapportés par Al Jazeera citant la Société de radiodiffusion israélienne. C'est l'argument que répète depuis quelques semaines le Hezbollah qui s'oppose à ces pourparlers directs sous l'égide des États-Unis, considérant que les autorités libanaises font des « concessions gratuites » dans ces négociations qui « se déroulent dans un contexte d'expansion israélienne au Sud-Liban ».

En outre, dans une déclaration à Al Jazeera, un responsable du Hezbollah a affirmé le droit de la résistance de « riposter de la même manière à toute atteinte israélienne à la liberté de circulation ou à toute violation du cessez-le-feu. »

« L'action menée par la résistance est une réponse aux violations du cessez-le-feu par Israël », a-t-il ajouté, soulignant que la position du Hezbollah « concernant tout nouveau cessez-le-feu » sera déterminée « en fonction de la nature du comportement de l'ennemi israélien ».

De con côté, le président du Parlement libanais, Nabih Berri, allié du Hezbollah, s'est dit « à la fois optimiste et pessimiste » quant aux négociations en cours, a rapporté Al Jazeera English (AJE) qui souligne que le chef du Mouvement Amal « n'a pas donné son aval » aux pourparlers.

« Je ne parlerai pas maintenant ; mais lorsque les négociations seront terminées, j'aurai quelque chose à dire », a déclaré Berri, affirmant que tout accord avec Israël devait se faire sous l'égide de l'alliance saoudo-irano-américaine.

Entretien téléphonique entre Attaf et son homologue égyptien

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a eu, vendredi, un entretien téléphonique avec le ministre égyptien des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Egyptiens de l'étranger, M. Badr Abdel-Ati, indique un communiqué du

ministère. L'entretien a porté sur "les relations de fraternité et de coopération unissant les deux pays et peuples frères, et les moyens de les renforcer et de les développer, à la lumière des orientations des dirigeants des deux pays, et en prévision des prochaines échéances bilatérales", précise la même source.

"Les deux ministres ont éga-

lement échangé les points de vue et les analyses sur les derniers développements dans le voisinage régional commun et dans la région du Moyen-Orient et du Golfe, ce qui traduit l'attachement des deux pays aux traditions de concertation et de coordination autour des différentes questions d'intérêt commun", ajoute le communiqué.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Par un concours de circonstances, particulièrement une volonté manifeste de sauver la face

en sortant de la guerre contre l'Iran, qui risque de se transformer en un autre borborygme pour l'armée américaine et d'avoir des effets catastrophiques en matière de politique intérieure, le président chinois Xi Jinping se transforme en allié pour le président Trump, voire en planche de salut pour aboutir à la paix au Moyen-Orient.

En Chine, voyage programmé de longue date, le président américain comptait y aller en force, notamment en écrasant sous les bombes l'Iran. Mais la situation fait que les rapports de force lors de ce rendez-vous penchaient du côté chinois, qui n'a pas hésité à en tirer profit, du moins à ne rien perdre au change.

Dans le dossier du nucléaire iranien, le président Trump revient à de meilleurs sentiments, cédant du terrain aux Iraniens dans les négociations sous la médiation pakistanaise. Après avoir exigé l'abandon total et pour toujours du programme nucléaire iranien, il est revenu, hier vendredi, pour dire devant les journalistes dans l'avion qui le ramenait à Washington à l'issue d'une visite de deux jours en Chine, qu'il « ne voit pas d'inconvénient à ce que le programme nucléaire iranien soit suspendu pendant 20 ans », à condition que les engagements soient respectés, exactement selon les termes des propositions iraniennes. Ajoutant, pour sauver la face, que Xi Jinping s'oppose à ce que l'Iran se dote de l'arme nucléaire et souhaite que ce pays ouvre le détroit d'Ormuz. Il a révélé également qu'il envisageait de lever les sanctions contre les entreprises chinoises qui achètent du pétrole iranien, et qu'il pren-

Trump perd du terrain

draît une décision à ce sujet prochainement, et a annoncé que les États-Unis enquêtaient sur l'attaque qui a visé une

école de filles dans la région de Minab, dans le sud de l'Iran, déclarant : « Nous enquêtons sur plusieurs éléments, et c'est l'un d'entre eux ». Ce qui laisse penser que Xi Jinping n'a pas raté l'occasion d'appuyer sur la main qui fait mal du président américain pour marquer des points dans les domaines de rivalité entre son pays et les États-Unis. Sur le plan commercial, la Chine a fait part de sa volonté d'acheter 200 appareils Boeing, pour donner au moins quelque chose à inscrire sur la carte de visite du président Trump. Sur le plan de la rivalité en matière de sécurité géostratégique, en sus du Moyen-Orient, le président américain a avoué qu'il n'a fait qu'écouter son homologue parler de Taïwan, l'autre dossier qui envenime les rapports entre les pays. En réponse à une question concernant l'avertissement lancé par le président chinois au sujet d'un éventuel conflit avec Washington au sujet de Taïwan, le président Trump a déclaré qu'il ne souhaite pas voir s'engager un mouvement vers l'indépendance, ajoutant qu'il n'a pris aucun engagement dans un sens ou dans l'autre : « Je n'ai pas fait de commentaire à ce sujet, je me suis contenté de l'écouter », a-t-il expliqué, si cela tient d'explication convaincante. Il est allé jusqu'à dire des mots impensables il y a quelques mois, en déclarant ouvertement qu'« il n'avait pas encore décidé s'il allait donner son feu vert à une importante vente d'armes à Taïwan, à la suite de son sommet avec le président chinois. Quelle rivalité reste encore entre les deux pays dans les principaux dossiers qui fâchent ? »

Algérie-Tchad

Un accord pour accélérer les projets d'infrastructures et la route transsaharienne

L'Algérie et le Tchad ont signé, jeudi à N'Djamena, un accord prévoyant une série de facilitations relatives à la réalisation des projets de coopération dans les domaines des travaux publics et des infrastructures, dans le cadre du renforcement du partenariat entre les deux pays et de l'accélération de la concrétisation des accords signés en avril dernier, indique un communiqué du ministère.

L'accord a été signé par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, et le ministre tcha-

dien des Infrastructures, du Désenclavement et de l'Entretien routier, Amir Idriss Kourda, en marge d'une réunion de coordination tenue à N'Djamena (Tchad), au deuxième jour de la visite de travail effectuée par la délégation algérienne au Tchad.

Ont pris part à cette réunion le directeur général de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, l'ambassadeur d'Algérie au Tchad, et les responsables du groupe Cosider et de la Société nationale des travaux publics (SNTP). Du côté

tchadien, la ministre déléguée chargée des Infrastructures et plusieurs cadres supérieurs étaient également présents à cette réunion. Lors de cette rencontre, le ministre tchadien a assuré que la mise en œuvre des accords bilatéraux connaît une "dynamique rapide", saluant les progrès enregistrés sur le terrain depuis la signature des accords, le 22 avril dernier à Alger, notamment à travers les visites techniques mutuelles et le lancement des études de réalisation du projet de la route transsaharienne à travers le territoire tchadien.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 042.06.33.32 / 042.06.04.96
042.06.14.33 / 042.06.03.29

Fax Pub et Rédaction:
042.06.31.98

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail : infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com

admin@lequotidien-oran.com

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Couverture médiatique du BEM et du Bac L'ANIRA met en garde



El-Houari Dilmi

L'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA) a mis en garde, jeudi dans un communiqué, les établissements médiatiques contre toute atteinte aux droits des enfants ou leur exposition à la difamation et à l'instrumentalisation dans la couverture médiatique des examens scolaires, en appelant à la conscience professionnelle et à la responsabilité dans le traitement de tout ce qui a trait aux mineurs.

L'ANIRA a appelé les établissements audiovisuels à accompagner les efforts consentis pour mettre les candidats aux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat dans les meilleures conditions possibles, à travers une couverture médiatique professionnelle et responsable loin du sensationnalisme et de la course à l'audimat. «A l'approche des examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat, l'ANIRA rappelle à l'ensemble des établissements audiovisuels l'importance de concourir au succès de ce rendez-vous national important et de contribuer à accompagner les efforts consentis pour mettre les candidats dans les meilleures conditions possibles».

L'Autorité a rappelé «avoir relevé par le passé certains dépassements non justifiés malgré ses mises en garde, notamment en ce qui concerne les interviews d'enfants mineurs à la sortie des centres d'examen», prévenant qu'il s'agit d'un manquement aux dispositions légales et réglementaires régissant l'activité médiatique, notamment le décret exécutif 24-250 fixant les dispositions du cahier des charges générales imposables aux services

de communication audiovisuelle et la loi 15-12 relative à la protection de l'enfant».

«La protection des droits de l'enfant et la préservation de sa dignité et de son intégrité psychologique et morale relèvent d'un engagement juridique et éthique qui ne tolère aucun dépassement, notamment lors des couvertures médiatiques à caractère sensible pouvant avoir un impact psychologique ou social négatif sur les mineurs», souligne l'ANIRA.

L'Autorité a également insisté sur «l'obligation d'obtenir au préalable un consentement explicite du tuteur légal autorisant l'apparition médiatique de mineurs ou la réalisation d'interviews avec eux, tout en veillant au respect de l'intérêt supérieur de l'enfant et en évitant tout ce qui pourrait l'exposer à la stigmatisation, à l'exploitation médiatique ou au cyberharcèlement, conformément aux dispositions légales en vigueur».

Dans ce cadre, l'ANIRA a appelé les établissements audiovisuels à «s'éloigner de certaines pratiques fondées sur le sensationnalisme et la course à l'audimat au détriment de l'éthique, et à privilégier une couverture médiatique professionnelle et responsable, contribuant à répandre un climat de sérénité et d'encouragement parmi les élèves et leurs familles».

L'Autorité a, en outre, assuré qu'elle «suivra, dans le cadre des prérogatives que lui confère la loi, tout ce qui est susceptible de porter atteinte au bon déroulement de ces examens ou aux droits des candidats», en appelant au «respect de la déontologie de la profession, des dispositions de la loi sur l'information et des textes réglementaires encadrant l'activité audiovisuelle».

Conformité fiscale volontaire Les précisions de la DGI

La Direction générale des impôts (DGI) a apporté, dans un communiqué, des précisions concernant les messages textes courts (SMS) transmis par ses services aux citoyens et aux contribuables, relatifs aux mesures de conformité fiscale entrées en vigueur depuis le début de l'année en cours.

La DGI a indiqué que certains citoyens et contribuables ont involontairement assimilé, à travers les SMS envoyés par ses services, qu'ils étaient directement concernés par les procédures de conformité fiscale, indique le communiqué.

Elle a précisé, à ce propos, que

le SMS contenant : "La DGI vous invite à vous rapprocher de ses services pour prendre connaissance des mesures de conformité fiscale. Détails : mfdgi.gov.dz", ne concerne nullement la situation fiscale personnelle des destinataires et ne signifie point l'existence d'une procédure fiscale à leur encontre, mais s'inscrit plutôt dans le cadre de la campagne d'information et de sensibilisation lancée par la DGI afin de faire connaître et de promouvoir les mesures exceptionnelles spécifiques introduites par les articles 93 et 122 de la loi de finances pour l'an-

née 2026, concernant la conformité fiscale volontaire ainsi que l'annulation et l'apurement des dettes fiscales.

Cette campagne intervient simultanément avec l'organisation des journées portes ouvertes lancées par la DGI à travers les différentes wilayas du pays durant la période allant du 10 au 14 mai courant, afin de sensibiliser les citoyens et les contribuables, et de simplifier et expliquer les différentes facilitations et nouvelles mesures qu'offrent ces dispositions exceptionnelles, conclut la même source.

Raïna
Raïkoun

Belkacem Ahcène Djaballah

Depuis l'Indépendance du pays, la tragique journée du 8 Mai

1945 (qui, en son temps, avait duré plusieurs jours) est commémorée, chaque année, en souvenir des 45.000 Algériens (et bien plus) assassinés par les forces armées et les milices coloniales.

Le génocide (car c'était un génocide et pas autre chose) avait alors touché les populations de plusieurs villes, villages et douars du Centre et de l'Est algérien; surtout Sétif, Kherrata et Guelma. Mais, pas que !

Un moment de l'Histoire contemporaine du pays qui, certainement, n'a fait qu'accroître le désir d'indépendance. Un moment de l'Histoire contemporaine qui, certainement, annonçait le 1^{er} Novembre 54. Moins de 10 années après ! Le temps pour les enfants de 45, ayant assisté, pour beaucoup impuissants, au meurtre de leurs aînés, parents ou proches, devenus adultes, d'apprendre à résister et à combattre. Depuis plusieurs années, donc, la journée du 8 Mai 45, comme celle du 20 Août 55, comme celle du 1^{er} Novembre 54, est commémorée à travers des défilés, des recueils, des conférences, des articles et des discours.

45 : MÉMOIRE SUR MARBRE

Tout dernièrement, le Chef de l'Etat a instruit le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit de procéder à la concrétisation d'un pre-

mier projet portant sur des Assises nationales de la Mémoire et de l'Histoire. Et, d'un second projet de loi relatif à la Mémoire. Super ! A mon avis, parallèlement à tout ceci, il faudrait aller encore loin, encore plus concrètement.

Les témoins directs se faisant de plus en plus rares, l'Histoire contemporaine s'étant, jusqu'ici, beaucoup plus centrée sur l'Histoire de la Révolution armée (54-62) à travers les études niversitaires et les écrits et récits mémoriels individuels, il faut, pour éviter l'oubli, transmettre le message aux générations futures. L'image et le discours ne suffisent pas. Il faut inscrire dans le marbre le nom de toutes les victimes du génocide commis en 45. A travers un seul mémorial édifié soit à Alger, soit à Sétif, soit à Guelma soit à Kherrata. Pour qu'il soit un lieu unique et symbolique de recueillement national pour rappeler les sacrifices des aînés. A l'exclusion d'en on ne sait quels dédommagements ou titres à délivrer, l'essentiel étant le souvenir et l'exemple.

5G LTE pour l'internet fixe Des instructions pour le lancement début 2027

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a donné des instructions pour la mise en service du projet de développement du réseau de 5G LTE pour l'internet fixe au plus tard début 2027, indique mercredi un communiqué du ministère.

M. Zerrouki a présidé, mardi soir, "une réunion consacrée au suivi périodique des projets de modernisation des infrastructures de télécommunications et d'amélioration de la qualité des services internet, lors de laquelle il s'est enquis de la cadence de mise en œuvre du programme de modernisation du réseau en cuivre et la migration progressive vers le réseau de fibre optique", précise le document.

Le ministre s'est également enquis de l'avancement de la mise en œuvre du plan d'action tracé et de la cadence des travaux en cours à travers les wilayas, en insistant sur "le parachèvement de cette opération début 2027, en vue de renforcer les capacités du réseau national et d'améliorer la qualité et la stabilité des ser-



vices de l'internet fixe", ajoute la même source.

Dans le souci de garantir une expérience optimale aux usagers et d'améliorer le débit au profit des abonnés aux services 4G LTE, le PDG d'Algérie Télécom, Abdelghani Ait Saïd, a présenté un exposé sur le projet de développement du réseau de 5G LTE.

A l'issue de cette présentation, le ministre a enjoint d'assurer "la mise en service du

projet au plus tard début 2027". La mise en service de ce réseau "marquera un saut qualitatif en matière de services d'internet fixe, à travers l'amélioration du débit, la réduction du temps de latence et le renforcement de la qualité de la connexion, permettant ainsi d'accompagner les mutations technologiques et de répondre aux besoins croissants des utilisateurs à travers l'ensemble du territoire national", conclut le communiqué.

Exclusion des diplômés des écoles privées de formation paramédicale Le ministère de la Santé dément

M. Aziza

Le ministère de la Santé a tenu à apporter des clarifications afin de dissiper toute confusion au sujet de certaines informations diffusées sur les réseaux sociaux, concernant l'exclusion des diplômés des écoles privées de formation paramédicale du recrutement dans les établissements publics de santé.

Le département d'Ait Messaoude-ne a réagi à travers un communiqué rendu public jeudi. Apportant ainsi un démenti concernant ces rumeurs, affirmant dans ce contexte que les titulaires de diplômes délivrés par des établissements privés peuvent toujours postuler dans les établissements publics. Et ce, tout en réaffirmant sa volonté de favoriser leur intégration progressive dans les secteurs public et privé.

Dans ledit communiqué, il souligne que « les informations relayées quant à l'impossibilité de recruter les aides-soignants diplômés des écoles privées de formation paramédicale au sein des établissements publics de santé ne reflètent nullement l'engagement du ministère à trouver des solutions pratiques au profit de cette catégorie, aussi bien dans les

établissements publics que privés».

Le ministère a également précisé que ces informations reposaient uniquement sur une partie de la réponse du ministre à une question écrite d'un député au Parlement, sans tenir compte du reste de la réponse, laquelle comportait plusieurs mesures et dispositions destinées à accompagner les diplômés des écoles privées et à ouvrir des perspectives d'intégration et de recrutement progressif en leur faveur.

Dans ce cadre, le ministère a indiqué avoir engagé une série de mesures, notamment le lancement d'une opération nationale de recensement des diplômés des écoles privées via une plateforme numérique dédiée. Cette initiative lancée, pour rappel, fin février vise à constituer une base de données précise et exhaustive permettant d'évaluer la situation actuelle et d'étudier les mécanismes susceptibles d'assurer l'intégration et le recrutement progressif des diplômés de ces établissements, en fonction des besoins réels et des postes disponibles, aussi bien dans le secteur public que privé.

Il a été précisé lors de l'ouverture officielle de la plateforme que cette opération vise à « établir des statis-

tiques précises sur le nombre de diplômés sans emploi et permettre aux services compétents de préparer des mécanismes d'accompagnement et d'intégration adaptés aux besoins du secteur de la santé». Il a été précisé, en outre, que les concernés peuvent consulter le lien de la plateforme numérique sur le site officiel du ministère de la Santé ou y accéder directement via «formation-prive.sante.gov.dz».

Parallèlement, le ministère de la Santé œuvre, précise le communiqué, à travers une stratégie nationale et une vision organisationnelle intégrée, à instaurer un équilibre entre les capacités de formation et les besoins du secteur de la santé. L'objectif est d'améliorer la qualité des services de santé et de renforcer la prise en charge des patients, tout en tenant compte des besoins réels des établissements de santé à travers les différentes wilayas du pays.

A noter que plusieurs écoles privées de formation paramédicale agréées par l'État proposent notamment des cursus d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture. Toutefois, les perspectives d'emploi demeurent la principale préoccupation des diplômés de ces établissements.

Une avancée notable 22 millions de cartes de paiement recensées en Algérie

A. Z.

Le paiement électronique gagne en confiance dans la pratique des citoyens. C'est ce qui a été soutenu par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, jeudi dernier, lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, consacrée aux questions orales, et présidée par M. Azouz Nasri, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali.

Le ministre a indiqué dans ce sens que les différentes mesures prises par les pouvoirs publics au cours des dernières années dans le cadre du processus de transformation numérique ont permis de réaliser «une avancée notable» en matière de paiement électronique en Algérie, parallèlement au renforcement des mécanismes visant à garantir la sécurité des transactions, et leur conformité aux normes les plus modernes.

Dans ce sillage, il a mis en avant les progrès réalisés par l'Algérie en matière de normes de sécurité du système national de paiement électronique, et ce dans le cadre de la transformation numérique en cours visant à renforcer l'inclusion financière et à faciliter les prestations financières.

En matière de chiffre, et après avoir passé en revue les mesures adoptées, notamment la création, en

2024, de la Commission nationale des moyens de paiement électronique, M. Bouzred a souligné que l'Algérie a recensé, jusqu'au mois de mars dernier, 22 millions de cartes de paiement, dont 18 millions de cartes d'Algérie Poste, sachant que le nombre de distributeurs automatiques de billets (DAB) a atteint, fin mars, 4.713 appareils, avec 235 millions d'opérations enregistrées.

L'Algérie a également recensé, jusqu'à fin mars, 104.000 terminaux de paiement électronique (TPE), a-t-il ajouté, faisant état de plus de 10 millions d'opérations de paiement effectuées, à la fin 2025, sur ces terminaux, d'une valeur de près de 55 milliards de dinars. Sans manquer de relever la nécessité de conjuguer les efforts et de sensibiliser les citoyens à l'importance de ces moyens de paiement qui ont connu une «évolution remarquable» au cours des six dernières années.

Répondant à une autre question d'un sénateur sur les mesures prises par les services du ministère pour le règlement des créances des opérateurs économiques, le ministre a annoncé la mise en place d'un mécanisme visant à faciliter le paiement de ces créances, annonçant l'activation de ce dispositif avant la fin de l'année en cours.

Hydraulique Le taux de remplissage des barrages avoisine les 60%

Le taux de remplissage des barrages en Algérie avoisine les 60%, grâce aux importantes précipitations enregistrées cette année, a indiqué jeudi le directeur général de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), Abdelatif Azira.

S'exprimant sur les ondes de la Radio algérienne, M. Azira a précisé que le niveau "exceptionnel" des précipitations enregistrées à travers l'ensemble des régions du pays a permis de porter le volume d'eau stocké dans les barrages à 4,6 milliards de m3, soit un taux de remplissage de 59,55%.

Comparativement à la même période de l'année précédente, ce taux a augmenté de près de 20 points de pourcentage, a-t-il souligné.

Dans ce cadre, le responsable a fait savoir que 20 barrages affichent actuellement un taux de remplissage de 100%, citant notamment le barrage de Beni Haroun (wilaya de Mila), ainsi que les barrages de Tichy-Haf (wilaya de Béjaïa) et de Bouhanifia (wilaya de Mascara).

L'excédent d'eau constitue également une opportunité pour ouvrir les vannes de fond afin d'évacuer les

dépôts de vase, a expliqué M. Azira.

Concernant les efforts de dévasement des barrages, le directeur général a indiqué que l'ANBT prévoit de lancer prochainement sa quatrième campagne de dévasement, avec pour objectif de retirer 10 millions de m3 de vase. Il a ajouté que l'Agence mène également des recherches, en collaboration avec les universités, visant à valoriser ces vases dans l'industrie des matériaux de construction ainsi que dans l'agriculture.

Evoquant les projets du secteur, M. Azira a annoncé que cinq nouveaux barrages devraient entrer en service durant l'année en cours, avec une capacité supplémentaire globale de 250 millions de m3, qui viendra s'ajouter aux 82 barrages déjà en exploitation.

Il a également fait savoir que l'ANBT prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques au niveau de plusieurs barrages, notamment celui de Beni Haroun.

Par ailleurs, l'Agence a entamé un projet de numérisation de la gestion des barrages, qui intégrera les technologies de l'intelligence artificielle, selon son directeur général.

Elle débutera mardi prochain 41 navires pour la campagne de pêche au thon rouge

La campagne de pêche au thon rouge pour l'année en cours débutera mardi prochain, a indiqué le directeur du Développement de la pêche à la Direction générale de la pêche et de l'aquaculture, relevant du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Amar Oucheli, précisant qu'une flotte de 41 navires, dont sept construits localement, a été mobilisée pour cette opération.

Il a expliqué, dans une déclaration à l'APS, que la campagne de pêche au thon rouge pour cette année et qui se poursuivra jusqu'au mois de juillet prochain, permettra à l'Algérie de bénéficier d'un quota de 2.465,28 tonnes, soit une augmentation de plus de 400 tonnes par rapport à l'année 2025.

Le responsable a souligné que l'année en cours se distingue par l'attribution d'une partie du quota national de thon rouge au profit des petites embarcations côtières de type "petit métier", afin de commercialiser leurs captures sur le marché local.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre du soutien à cette catégorie de pêcheurs, du renforcement de leur activité et de l'amélioration de l'approvisionnement du marché national en produits halieutiques.

M. Ouchelli a ajouté que ces mesures

interviennent après l'approbation du plan de pêche au thon de l'Algérie par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT) et la modification de l'arrêté ministériel fixant les conditions et modalités de pêche au thon rouge pour les navires battant pavillon national.

Evoquant le bilan de la campagne de 2025, le responsable a indiqué que la flotte nationale ayant participé à la campagne a réussi à capturer 2.043,27 tonnes de thon rouge vivant à travers seize (16) opérations de pêche réussies, durant la période allant du 2 au 30 juin 2025. Il a précisé que l'exportation de cette production a généré des recettes de 11,8 millions de dollars, ajoutant que le montant total des redevances perçues a dépassé 105 millions DA, ce qui illustre l'importance croissante de la filière du thon rouge d'une saison à l'autre.

Concernant les mesures organisationnelles récemment décidées, notamment celles relatives à l'équipement des navires de pêche du système de surveillance par satellite VMS, M. Ouchelli a indiqué qu'un travail est en cours avec la société Algérie Télécommunications Satellitaires (ATS) afin de localiser au niveau national la station de réception et de traitement des données émises par ce système. L'opération devrait être

achevée avant la fin de l'année 2026.

Selon le ministère, il est prévu au cours de cette année, de lancer l'opération d'équipement de 1.700 navires de pêche avec le système de surveillance par satellite, ce qui permettra un suivi précis des activités de pêche, la lutte contre la pêche illégale et une meilleure organisation du secteur.

Au sujet de l'accord signé en avril dernier entre l'Algérie et la Mauritanie, autorisant les navires algériens à pêcher dans les eaux mauritaniennes, M. Ouchelli a affirmé que les préparatifs vont bon train pour équiper les navires algériens en vue de cette opération, conformément au programme exécutif du protocole de coopération dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, signé à Alger en septembre 2022 entre les deux pays. Ce protocole vise l'exploitation d'un quota de pêche de 31.120 tonnes de poissons à travers sept navires algériens.

Il a précisé que les opérations de pêche concerneront, dans une première phase, les poissons de fond, avant de mobiliser, dans une seconde phase, des navires spécialisés dans la pêche des espèces pélagiques, lesquelles nécessitent, selon le responsable, des moyens logistiques plus adaptés, notamment pour le transport des produits vers le marché national.

Législatives du 2 juillet L'ANIE livre son bilan préliminaire

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a annoncé le bilan préliminaire du nombre des listes ayant déposé les dossiers de déclaration collective de candidature, en prévision des élections législatives prévues le 2 juillet prochain.

"Conformément au décret présidentiel n 26-145 du 16 Chaoual 1447 correspondant au 4 avril 2026 portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale le jeudi 2 juillet 2026, et en vertu de l'ordonnance n 21-01 du 26 Rajab 1442 correspondant au 10 mars 2021 portant loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée, l'ANIE annonce le bilan préliminaire enregistré jusqu'au jeudi 14 mai 2026,

relatif au nombre des listes ayant déposé les dossiers de déclaration collective de candidature à l'occasion de l'élection des membres de l'APN le 2 juillet 2026", indique, jeudi, un communiqué de l'autorité.

Le bilan fait état du retrait de 1.474 dossiers de déclaration collective de candidature au niveau des circonscriptions électorales à l'intérieur du pays, à travers 69 wilayas, dont 1.205 dossiers pour des listes parrainées par 36 partis politiques, un dossier pour une liste parrainée par plus d'un parti politique (alliance) et 268 dossiers pour des listes indépendantes.

Le nombre total des formulaires de signature individuelle retirés a atteint "un million huit cent soixante-quatorze mille quatre-vingt-huit (1.874.088)

formulaire". S'agissant de la circonscription électorale à l'étranger, le nombre total des dossiers de déclaration collective de candidature retirés s'élève à 59 dossiers, dont 52 dossiers sous le parrainage de 17 partis politiques et sept (7) dossiers au titre des listes indépendantes.

Quant au dépôt des dossiers de déclaration collective de candidature, le nombre total des dossiers déposés est de 166 dossiers, dont 139 dossiers sous le parrainage de 11 partis politiques et 27 dossiers au titre des listes indépendantes, ajoute la même source. L'ANIE rappelle également que le dernier délai pour le dépôt des dossiers de déclaration collective de candidature est fixé au lundi 18 mai 2026 à minuit (00h00), heure locale.

Chine-USA

Trump revendique des accords commerciaux «fantastiques»

Donald Trump s'est envolé vendredi de Pékin après avoir, selon ses dires, décroché des accords commerciaux «fantastiques» et une offre d'aide chinoise pour débloquent le détroit d'Ormuz lors d'un sommet destiné à contenir les tensions bilatérales et internationales.

Air Force One s'est envolé de l'aéroport international Pékin Capitale vers 14H40 locales après une brève cérémonie d'au-revoir «Nous avons conclu des accords commerciaux fantastiques, excellents pour nos deux pays», a dit auparavant M. Trump sans plus de précision à l'occasion d'une nouvelle rencontre avec son homologue Xi Jinping à Zhongnanhai, complexe abritant les hauts dirigeants chinois près de la Cité interdite.

A son côté, M. Xi a salué l'établissement entre les deux puissances rivales d'une nouvelle relation de «stabilité stratégique constructive», rendue publique par les Chinois la veille au premier jour du sommet.

«C'est une visite historique, qui fera date», a dit M. Xi.

Au terme de deux jours de visite d'Etat placés, malgré le faste et les amabilités, sous le signe des tensions globales et bilatérales, M. Trump est reparti avec des paroles selon lui encourageantes de M. Xi sur la crise dans laquelle il est empêtré au Moyen-Orient.

M. Xi lui a déclaré «avec force» qu'il ne fournirait pas de matériel militaire à l'Iran, a-t-il indiqué dans un entretien accordé à la chaîne Fox News. Quant au détroit d'Ormuz, «il a dit: +Si je peux être d'une quelconque aide, je serai ravi d'aider+, a assuré M. Trump.

Pékin a réclamé vendredi un cessez-le-feu complet au Moyen-Orient et la réouverture du détroit d'Ormuz «dès que possible», dans un communiqué publié par le ministère des Affaires étrangères en marge du sommet. Le ministère a répété que le conflit «n'aurait jamais dû se produire» et que la Chine continuerait à jouer un «rôle constructif» dans les efforts de paix.

Le communiqué ne signale pas un changement de position chinois. M. Trump a aussi rapporté la promesse d'achat, faite par son hôte selon lui, de 200 «gros» Boeing. C'est considérable, mais moindre que la commande de 500 avions monocouloirs 737 MAX et d'une centaine de gros porteurs (787 Dreamliner et 777) évoquée par la presse depuis des mois. Il a assuré que la Chine voulait acheter du pétrole et des produits agricoles américains, sans donner de chiffres. La Chine est un partenaire stratégique et économique primordial pour l'Iran qui lui destine la grande majorité de ses exportations de pétrole. Elle est directement touchée par la quasi-fermeture, sous l'effet des blocus iranien et américain, du détroit d'Ormuz par lequel transite une grande part de ses acquisitions d'hydrocarbures, d'Iran mais aussi d'autres pays du Golfe. L'Iran a annoncé jeudi, en plein sommet pékinois, que ses

forces avaient autorisé le passage de plusieurs navires chinois. Washington voudrait voir Pékin user de son influence sur Téhéran pour contribuer à une sortie de crise dans le Golfe. Tout en s'employant diplomatiquement, Pékin a observé jusqu'à présent une grande retenue.

«NATION EN DÉCLIN»

La situation au Moyen-Orient est l'un des sujets de crispation que le sommet était destiné à atténuer, sinon à dissiper. Ils abondent: Iran donc, Taïwan, relations commerciales, restrictions d'accès aux terres rares et aux semi-conducteurs, intelligence artificielle (IA) et propriété intellectuelle...

Les désaccords se sont manifestés ouvertement jeudi avec une mise en garde vigoureuse du président chinois quant au risque de «conflit» entre Chine et Etats-Unis au sujet de Taïwan.

Les propos de M. Xi ont dominé le premier jour de la visite.

M. Trump n'a pas évoqué Taïwan sur Fox News, ni en public au côté de M. Xi.

La politique des Etats-Unis sur Taïwan «reste inchangée à ce jour», a dit le secrétaire d'Etat Marco Rubio à NBC News. Les Etats-Unis répondent systématiquement à la Chine que «tout ce qui imposerait ou forcerait un changement par rapport à la situation actuelle serait problématique», a-t-il dit.

La compétition sino-américaine - stratégique, commerciale, technologique - est extensive.

Depuis le retour de M. Trump à la Maison Blanche, Chine et Etats-Unis se sont livrés une âpre guerre commerciale aux répercussions planétaires, à coups de droits de douane exorbitants et de restrictions multiples.

MM. Trump et Xi ont conclu une trêve en octobre. Mais ce cessez-le-feu commercial reste exposé à l'instauration de nouvelles surtaxes américaines envisagées par M. Trump. Actuellement, l'économie mondiale et la Chine ressentent les effets de la guerre menée par M. Trump avec Israël contre l'Iran.

Pékin a réaffirmé lors du sommet son vœu de certitude et de prévisibilité dans un monde en proie aux turbulences. M. Xi et M. Trump se sont entendus pour désigner désormais les rapports sino-américains comme une «relation de stabilité stratégique constructive», selon la diplomatie chinoise.

«Nous devons être des partenaires, pas des rivaux», a dit M. Xi à M. Trump jeudi.

Le président chinois a promis d'ouvrir «toujours plus grand» la Chine aux entreprises étrangères. Les obstacles à l'accès au marché chinois sont l'un des grands griefs des Etats-Unis, comme d'autres pays développés, à l'encontre de Pékin.

M. Trump avait emmené avec lui une importante délégation de grands patrons. La Maison Blanche espérait repartir avec un certain nombre d'accords, par exemple dans le domaine de l'agriculture, ou de promesses d'investissements chinois aux Etats-Unis.

Data centers et dissuasion

Quand l'IA devient le nouveau pétrole de la guerre

Par Salah Lakoues

Le basculement silencieux qui change tout. Pendant un demi-siècle, la puissance d'un État se mesurait à sa capacité à contrôler les flux d'énergie : pétrole, gaz, oléoducs, détroits. Aujourd'hui, ce privilège géopolitique a trouvé un successeur aussi discret que décisif : le centre de données. Non pas le simple serveur d'entreprise, mais l'infrastructure massive qui fait tourner l'intelligence artificielle, les systèmes bancaires mondiaux, les communications militaires et les chaînes logistiques. Ce que vous avez parfaitement identifié, c'est l'entrée silencieuse mais brutale des infrastructures numériques critiques dans la logique classique de la dissuasion et de la guerre. Ce texte propose de dérouler cette mutation avec la clarté d'une carte militaire et la rigueur d'une analyse stratégique.

DU BIT À LA BALLE : COMMENT UN DATA CENTER DEVIENT UNE CIBLE

Le basculement sémantique. Autrefois, les « infrastructures critiques » évoquaient des objets concrets, visibles, ancrés dans le sol : une raffinerie, un barrage, un terminal pétrolier. Aujourd'hui, les mêmes adjectifs s'appliquent à des bâtiments sans âme, climatisés, remplis de disques durs et de câbles à fibre optique. Mais la différence n'est pas seulement technique : elle est stratégique. Un champ pétrolier bombardé provoque une flambée des prix et une crise énergétique. Un data center neutralisé peut, en quelques heures : Paralyser le système de paiement d'un pays ; Bloquer les communications gouvernementales ; Désorganiser une chaîne logistique militaire ; Rendre aveugle un système de commandement.

POURQUOI CES SITES DEVIENNENT-ILS DES CIBLES ?

Notre analyse identifie quatre facteurs, qu'il faut reformuler comme une chaîne de causalité stratégique : La puissance informatique n'est plus répartie, mais massivement centralisée (hyperscalers). Dépendance : banques, armées, hôpitaux, transports – tout repose sur ces quelques nœuds. Usage militaire indirect : l'IA ne sert pas seulement à générer des images ; elle analyse du renseignement, optimise des frappes, coordonne des drones. Symbolique : frapper un data center d'Amazon ou de Microsoft, c'est frapper l'Occident technologique sans toucher une ambassade. En clair : détruire un data center, c'est faire une guerre économique et militaire sans déclencher de conflit ouvert. C'est l'arme parfaite pour une époque de tensions non déclarées. Le Golfe – carrefour énergétique devenu carrefour de la discorde numérique Nous pointons un paradoxe fascinant. Les Émirats arabes unis ont fait le pari de la triple centralité : énergie, finance, numérique. Et aujourd'hui, l'IA hub de Dubaï ou d'Abou Dabi n'est plus seulement un atout économique, mais une ligne de front.

COMMENT CELA FONCTIONNE ?

Les Émirats sont alignés (via les accords dits « d'Abraham ») avec Israël sur le plan technologique et sécuritaire. L'Iran, en retour, voit toute infrastructure numérique émiratie comme une extension potentielle de l'alliance israélienne. Résultat : un data center à Dubaï peut être perçu par Téhéran comme un nœud de renseignement ou de commandement indirect d'Israël.

LE PARALLÈLE AVEC LES DÉTROITS

Dans le détroit d'Ormuz, on menace les pétroliers. Dans la mer Rouge, on attaque les cargos. Dans le Golfe, on va menacer (ou frapper) les centres de données. Le Golfe n'est plus seulement un carrefour énergétique : c'est un carrefour de souveraineté numérique, où chaque baie de serveurs peut devenir un otage géopolitique.

L'IA COMME RESSOURCE STRATÉGIQUE – LE PÉTROLE DU XXIE SIÈCLE

Notre comparaison avec le pétrole n'est pas une métaphore littéraire. C'est une grille d'analyse opérationnelle. Époque Ressource clé Contrôle par Cible typique Acteurs 1970-2020 Pétrole États, majors Champs, raffineries, pipelines OPEP, USA, Russie 2020-... Puissance de calcul (IA) GAFAM + États Data centers, câbles sous-marins, clusters GPU USA, Chine, Émirats, Israël

CE QUE CELA CHANGE CONCRÈTEMENT

Un pays sans pétrole pouvait survivre. Un pays sans puissance de calcul, demain, ne pourra ni défendre son espace aérien (IA de détection), ni gérer son économie, ni mener une diplomatie influente. Les centres de calcul deviennent ce qu'étaient les raffineries : des goulots d'étranglement stratégiques. Le projet Stargate (OpenAI + Microsoft) n'est pas un investissement privé. C'est une infrastructure d'intérêt national américain déguisée en entreprise.

LA GUERRE HYBRIDE – DRONES, SIGNAUX ET DÉNI PLAUSIBLE

C'est peut-être la dynamique la plus sous-estimée. Vous l'avez bien nommée : drones + renseignement + signalisation. Pourquoi les data centers sont vulnérables ? Ils sont grands, fixes, consomment énormément d'énergie (donc repérables thermiquement). Leur défense classique (Patriot, THAAD) est conçue contre des missiles balistiques, pas contre des essaims de drones Shahed à 20 000 euro pièce. Un essaim peut saturer la défense : 50 drones, 10 passent, un data center est en feu.

LE « DÉNI PLAUSIBLE » COMME DOCTRINE

Frapper un data center avec un missile balistique, c'est une déclaration de guerre. Le frapper avec des drones difficiles à attribuer (origine floue, itinéraire brouillé), c'est faire la guerre sans l'avouer. C'est exactement la stratégie hybride que l'Iran maîtrise et que d'autres apprennent. Résultat : les data centers entrent dans une logique de dissuasion asymétrique – on ne les défend pas comme une base militaire, mais comme un point névralgique fragile.

ISRAËL – PARTENAIRE TECHNOLOGIQUE, CIBLE INDIRECTE

Notre analyse est ici très fine. Israël n'a pas de data centers géants dans le Golfe. Mais ses partenariats technologiques (cybersécurité, IA, surveillance) avec les Émirats ou l'Arabie saoudite transforment ces infrastructures locales en cibles par procuration.

DEUX LECTURES ISRAËLIENNES

Opportunité : coopérer avec le Golfe pour contrer l'Iran, verrouiller le leadership régional de l'IA. Risque : toute frappe iranienne contre un data center émirati sera interprétée

comme une réponse à la présence technologique israélienne.

Cela crée une situation inédite : La dissuasion indirecte. Israël dissuade l'Iran de frapper ses propres infrastructures, mais ne peut pas dissuader de frapper celles de ses alliés numériques. Conséquences majeures – ce qui va changer dans les cinq prochaines années Notre liste des quatre conséquences est solide. Je propose de l'articuler comme un enchaînement logique inévitable.

MILITARISATION DES DATA CENTERS

Bunkers, défense anti-drone, sites redondants, camouflage énergétique. Le data center devient un bunker numérique. Fragmentation numérique mondiale La logique « un cloud mondial » meurt. Naissance de clouds régionaux souverains : cloud européen, cloud du Golfe, cloud africain. La donnée ne voyage plus librement.

HAUSSE DES COÛTS SYSTÉMIQUES

Assurances x10, sécurité physique lourde, redondance énergétique. L'IA deviendra plus chère, plus rare, plus stratégique.

NOUVELLE DOCTRINE MILITAIRE

Les états-majors ajoutent une ligne dans leurs plans : « neutralisation des centres de calcul ennemis ». Le data center devient un objectif au même titre qu'un aérodrome. Regard depuis l'Algérie et le Sud global – opportunité ou aliénation ? Nous posons une question rarement traitée : qu'advient-il des pays non alignés dans ce nouveau monde ? La thèse optimiste (que je partage en partie)

LA FRAGMENTATION NUMÉRIQUE MONDIALE CRÉE UNE DEMANDE DE TERRAINS NEUTRES POUR DES DATA CENTERS SOUVERAINS.

L'Algérie, par sa position géographique (câbles sous-marins, énergie solaire abondante, stabilité relative), pourrait devenir une plateforme numérique du Sud global. Une stratégie de souveraineté numérique (hébergement local des données publiques, cloud régional maghrébin, partenariats technologiques non alignés) serait une vraie carte géopolitique.

LA PRUDENCE NÉCESSAIRE

Être neutre ne signifie pas être hors jeu. Les data centers algériens seront-ils protégés ? Reconnus ? Respectés ? Sans capacité de défense anti-drone et cyber, un data center est une proie, pas une forteresse. L'Algérie a une fenêtre d'opportunité, mais elle est étroite : le temps que les grandes puissances verrouillent leurs zones d'influence numérique. La carte du monde se réécrit dans les centres de données.

Nous avons cru que la guerre du XXIe siècle serait cyber. C'était une erreur d'analyse : le cyber est une arme, mais la cible est physique. Ce qui change, c'est la nature des cibles. Les champs pétroliers restent importants, mais ils ne sont plus seuls. Les data centers deviennent les nouveaux « puits stratégiques ». L'IA devient la nouvelle « ressource critique ». La dissuasion s'étend du nucléaire à l'informatique.

La géopolitique ne se joue plus seulement dans les détroits, les champs pétroliers ou les bases militaires. Elle se joue désormais aussi dans les centres de données. Celui qui contrôle les puces, les câbles et les clusters GPU écrira le prochain siècle.

El Tarf, M'sila La lutte contre la fraude au BEM et au Bac au menu



Les participants à une journée d'étude sur "la lutte contre la fraude dans les examens de BEM et de baccalauréat", organisée jeudi à M'sila et El Tarf, ont souligné "l'intensification des actions préventives, de sensibilisation et de coordination entre les divers secteurs pour endiguer la fraude et préserver la crédibilité des examens".

A M'sila, la rencontre tenue à la cour de justice a connu la participation des autorités de la wilaya, d'enseignants, de juristes et des représentants des corps de sécurité. Intervenant à l'occasion, le procureur général près cette cour de justice, Djamel Foudad, a estimé que cette journée vient souligner l'importance de ces épreuves et affirmer leur protection par l'Etat à travers des textes juridiques et des moyens humains matériels mobilisés, relevant que les amendements apportés au code pénal 20-06 par

l'introduction d'un nouveau (chapitre 9), intitulé "De l'atteinte à l'intégrité des examens et concours" en constituent la preuve. L'intervenant a ajouté que la garantie de l'intégrité des examens finaux "requiert la conjugaison des efforts de tous les acteurs du secteur de l'éducation, des institutions de l'Etat, de la société et des parents d'élèves."

De son côté, le président de la cour de justice de M'sila, Hassan Mehira, a considéré que la protection de l'intégrité et de la crédibilité des examens de fin des cycles moyen et secondaire "exige la sensibilisation des élèves et le raffermissement des valeurs d'intégrité, de mérite et l'honnêteté scientifique, alors que la prévention commence par la sécurisation des centres de préparation, d'impression et de transport des sujets des examens et la mobilisation des moyens et conditions nécessaires pour le bon dé-

roulement des épreuves" outre le volet répressif qui inclut les poursuites judiciaires immédiates contre les personnes impliquées dans les fuites et la diffusion des sujets des examens et l'application ferme des sanctions inhérentes.

De son côté, le directeur de l'éducation, Mohamed Medahi, a indiqué que les services du secteur mènent des campagnes de sensibilisation d'une manière périodique au sein des établissements scolaires pour mettre en garde contre la fraude aux épreuves officielles. A El Tarf, les participants représentant les secteurs de la justice et de l'éducation durant la rencontre ont unanimement insisté sur la conjugaison des efforts de toutes les institutions sécuritaires et judiciaires pour affronter la fraude et préserver la crédibilité de ces examens.

Le procureur général près la cour de justice de cette wilaya, Mohcène Chekhab, a indiqué que l'autorité judiciaire accorde un intérêt majeur pour ces examens, notamment par la lutte contre toutes les formes de fraude et d'atteinte à leur intégrité pour concrétiser le principe d'égalité des chances entre les candidats. Il a également ajouté que les nouveaux amendements prévoient des sanctions allant jusqu'à 3 ans de prison ferme et des amendes considérables applicables aux examinés et à toute personne impliquée dans la fraude qu'elle soit encadreur, surveillant ou étranger, invitant les parents à assumer leur rôle d'orientation pour sensibiliser contre les risques de se laisser fourvoyer par ce qui se diffuse sur les réseaux sociaux.

Bouira Près de 3.000 logements attribués en juillet



Près de 3.000 logements, toutes formules confondues, seront distribués à leurs bénéficiaires en juillet prochain, selon un rapport de la direction du logement présenté jeudi lors d'une réunion avec les autorités locales de la wilaya. "Nous comptons attribuer exactement 2.971 unités, dont 1.092 logements sociaux et 329 autres unités de type participatif, aux bénéficiaires issus de plusieurs communes", a expliqué dans son rapport le directeur du logement, M. Dahmani Hadj Moussa. Dans le cadre de ce programme qui sera mis en œuvre à l'occasion de la célébration de la Fête de l'indépendance et de la jeunesse, les autorités locales envisagent également l'attribution de 1.550 aides à l'habitat rural à des citoyens issus des différentes

communes de la wilaya, a précisé M.Dahmani. Au cours de cette rencontre, le même responsable a communiqué des données sur le taux d'avancement des travaux de chaque projet de logement en cours de réalisation, qui oscille, selon lui, entre 60% et 90%. Pour veiller au respect des délais de l'attribution, la wali de Bouira, Houria Aggoune, a intensifié ces derniers jours ses sorties sur le terrain. Elle s'est notamment enquis de l'avancement des chantiers à Bouira, à Ain Bessam, Lakhdaria, Souk Lakhmis, El Hachimia, Haizer, Taghzout et Sour El Ghoulane. Lors de ces visites, Mme Aggoune a appelé les responsables concernés ainsi que les entreprises réalisatrices à respecter les délais et les normes de réalisation de ces logements.

Blida La sécurité juridique pour un climat des affaires propice

Une rencontre régionale sur "la sécurité juridique et son impact sur le développement économique" a été organisée jeudi à Blida, à l'initiative de la Cour de Blida, avec la participation de représentants de plusieurs secteurs et institutions.

Présidée par le premier président de la Cour suprême, Tahar Mamouni, représentant le ministre de la Justice, garde des Sceaux, et en présence du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, cette rencontre a permis de débattre du rôle de la sécurité juridique dans la garantie d'un climat des affaires propice, à travers la stabilité des lois et la protection des droits des investisseurs et des opérateurs économiques.

Dans ce cadre, M. Mamouni a mis en avant les efforts de l'Etat pour instaurer un environnement favorable à l'investissement, à travers un arsenal juridique visant à protéger les investissements et à renforcer la confiance dans les transactions économiques.

Il a affirmé que la stabilité du système juridique et la clarté des textes législatifs figurent "parmi les facteurs principaux contribuant à l'encouragement de l'investissement", soulignant que l'Etat "œuvre à accompa-

gner les mutations économiques par des réformes juridiques garantissant la protection des droits et consacrant le principe de la sécurité juridique".

De son côté, M. Moula a affirmé qu' "un cadre réglementaire stable favorise l'entrepreneuriat et la diversification économique", saluant les réformes engagées par l'Algérie pour améliorer le climat des affaires, notamment les textes d'application relatifs à la réorganisation de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), laquelle a institué les guichets uniques, ainsi que le décret fixant les conditions et modalités d'octroi de la concession convertible en cession du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat.

Il a ajouté que ces nouvelles dispositions juridiques permettront de simplifier et d'accélérer les procédures d'investissement et de lever les principales contraintes soulevées par les investisseurs, soulignant que le CREA accompagne cette dynamique. Les participants venus notamment de Boumerdès, Ain Defla et Alger ont, par ailleurs, débattu de questions liées à la sécurité juridique à l'ère des transformations numériques et sa relation avec le développement économique.

Laghouat Investissement dans le cinéma : les assurances de Bendouda

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a mis en avant, jeudi soir depuis Laghouat, l'importance du soutien à l'investissement dans le cinéma et à la relance des Journées africaines du monodrame. La ministre a présidé, à la salle de cinéma M'zi, la remise d'un certificat de conformité aux conditions d'exploitation des salles de cinéma et des espaces de projection publique de films à un investisseur privé. Elle a saisi l'opportunité pour faire état de "la disposition du ministère à accompagner de telles initiatives culturelles et d'investissement, via notamment la réactivation de la convention de partenariat avec le secteur de l'éducation dans le domaine du cinéma pour enfants, et la relance des Journées africaines du monodrame, à considérer le rôle joué par la ville de Laghouat dans ce domaine, après avoir accueilli six précédentes éditions de cet événement". Concernant le suivi de la situation

du secteur et du soutien aux structures culturelles et artistiques de la wilaya, Mme Bendouda s'est enquis du projet de réaménagement de la Maison de la culture Tekhi Abdallah Benkeriou" à Laghouat, auquel un financement de plus de 74 millions DA a été alloué, avec un délai de réalisation de 10 mois, sachant que l'ordre de service remonte au 24 décembre 2025 et que l'avancement des travaux de réalisation atteint les 67 %.

La ministre a procédé, par ailleurs, à l'inauguration du centre d'étude géologique de l'Atlas saharien, rattaché au Parc culturel de l'Atlas saharien, où elle a mis l'accent sur la nécessité d'élaboration d'un rapport sur les sépultures funéraires se trouvant près de Laghouat, ainsi qu'un rapport sur la situation du Parc culturel de l'Atlas saharien. Elle a précisé, à ce titre, que "des travaux sont en cours pour enrichir la législation afférente aux Parcs culturels et renforcer les mé-

canismes de leur préservation et valorisation". La ministre a également inspecté, lors de sa visite de travail, l'Institut régional de formation musicale, où elle s'est engagée à lancer une opération de réhabilitation de sa résidence, afin d'améliorer les conditions de formation et d'accueil des élèves et d'appuyer l'activité musicale et culturelle dans la région. Elle a également présidé une cérémonie de remise de la Carte d'artiste à un groupe d'artistes de différents domaines, lors de sa visite à la bibliothèque principale de lecture publique "Cheikh El-Bachir El-Ibrahimi", avant de présenter, dans une déclaration à la presse nationale, ses condoléances aux familles des artistes décédés, Abdelmadjid Meskoud et Kamel Zerrara. La ministre de la Culture et des Arts a présidé dans la soirée, au Théâtre régional "Belkacem Fantazi" à Laghouat, l'ouverture de la douzième édition du Festival culturel international du Samaa soufi.

Illizi Une centrale électrique en chantier à Ifidil

Un projet de nouvelle centrale électrique alimentée au gaz a été lancé dans la région d'Ifidil (150 km Sud-est d'Illizi), dans le but d'améliorer le réseau électrique dans cette région et les zones avoisinantes, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya. Lancée par les autorités locales, accompagnées de responsables du secteur de l'Energie, l'opération porte sur la réalisation d'une centrale à trois généra-

teurs, d'une production de 3,274 mégawatts (MW). Le suivi du projet, dont les délais de réalisation ont été fixés à 20 mois, est assuré par l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz -internationale). Ce projet revêt une grande importance pour le renforcement de la capacité de production électrique, l'alimentation régulière en cette énergie et l'impulsion de la dynamique de développement

de la région, qui connaît une extension urbaine et en quête de davantage d'alimentation en électricité pour la satisfaction des besoins de la population. Sa réalisation s'inscrit dans le cadre des efforts visant la consolidation des installations énergétiques dans les régions du Sud du pays, l'accompagnement du développement local et l'amélioration des conditions de vie de la population.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

28 dhou el qida 1447				
El Fedjr 03h57	Dohr 12h45	Assar 16h34	Maghreb 19h53	Icha 21h26



Sidi Bel-Abbès Projets de plus de 6.400 logements

Le parc immobilier de la wilaya de Sidi Bel-Abbès sera renforcé par un nouveau programme portant sur la réalisation de 6 448 logements, toutes formules confondues, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

Réparti sur 15 projets, ce programme accorde la plus grande part à la formule location-vente (AADL), avec 5 400 unités, suivie du Logement promotionnel aidé (LPA) avec 748 unités, ainsi que de 300 logements publics locatifs (LPL).

Parallèlement, la wilaya enregistre une dynamique soutenue dans le secteur du logement, avec 112 projets actuellement en cours de réalisation, totalisant 5 769 unités dont la livraison est programmée prochainement.

Ces projets comprennent 2 480 logements publics locatifs répartis à travers plusieurs communes de la wilaya, ainsi que 3 152 logements de type LPA (1re et 2e tranches), en plus d'un quota de logements sociaux participatifs (LSP).

Dans le cadre de la prise en charge des projets en souffrance, les services concernés ont recensé 10 projets regroupant 532 logements, dont les dossiers sont actuellement au niveau des instances judiciaires, la majorité relevant de la formule LPA. En outre, 250 logements relevant de quatre projets à l'arrêt ont été récupérés par voie judiciaire. Leur achèvement a été confié à l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), en

coordination avec le Fonds de garantie et de caution mutuelle de la promotion immobilière (FGCMPI), afin de préserver les droits des souscripteurs dans les meilleurs délais. Les services concernés ont, par ailleurs, insisté sur l'importance du suivi périodique des chantiers et du respect des normes techniques ainsi que des délais contractuels par les entreprises de réalisation et les bureaux d'études.

Des efforts sont également déployés pour lever les contraintes administratives et techniques susceptibles de ralentir l'avancement des travaux, en vue de répondre aux attentes des citoyens en matière de logement décent dans les délais impartis, souligne-t-on de même source.

Mostaganem

13 tours de vigie contre les feux de forêts



Les services des forêts de la wilaya de Mostaganem ont installé 13 tours de vigie, dans le cadre de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de forêts pour l'année en cours (de mai à novembre prochain), a-t-on appris, jeudi, auprès de la Conservation des forêts de la wilaya.

La même source a précisé que ce dispositif, constitué de tours de surveillance encadrées par des agents assurant une permanence en H24, est chargé de l'alerte et de la détection précoce en cas de départ de feu dans les espaces forestiers.

Dans le cadre de cette même campagne, 12 équipes d'intervention couvrant 20 secteurs à travers les différentes communes de la wilaya ont également été mobilisées, notamment dans celles comprenant un tissu forestier estimé à 33.000 hectares, ajoute la même source.

Ces équipes sont appuyées par des moyens fixes et mobiles composés de 12 camions anti-incendie, d'un camion-citerne, de 4 citernes mobiles, d'une station de communication radio, ainsi que d'infrastructures implantées au sein du massif forestier comprenant 55 points d'eau et 300 hectares de tranchées pare-feu, a-t-on indiqué.

Les mêmes services ont, d'autre part, programmé cette année plusieurs travaux sylvicoles portant sur l'aménagement de 21 km de pistes forestières, la réalisation de 32 hectares de tranchées pare-feu, en plus de la réhabilitation de deux sources d'eau et de cinq tours de guet, ainsi

que le nettoyage complet de plus de 140 hectares d'espaces forestiers. Par ailleurs, en coordination avec d'autres secteurs, la Sonelgaz procédera à l'aménagement de près de 10 km de tranchées pare-feu situées sous les lignes électriques à haute et moyenne tension, tandis que les services des travaux publics prendront en charge l'aménagement et le nettoyage des accotements sur une distance de 129 km.

De son côté, l'Entreprise nationale de transport ferroviaires (SNTF) s'est chargée du nettoyage d'un tronçon de 1,2 km traversant le tissu forestier, alors que les Services agricoles ont réalisé des travaux de protection portant sur plus de 77 hectares de zones agricoles enclavées, ajoute la même source.

Tlemcen

« L'université est devenue un modèle en entrepreneuriat »

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a souligné, jeudi soir à Tlemcen, que l'Université Abou Bekr Belkaïd est devenue un modèle en matière d'entrepreneuriat. Après avoir inauguré le guichet unique du Centre de l'étudiant au pôle universitaire de Mansourah, qui constitue le troisième guichet de ce type au niveau national après ceux d'Alger et de Constantine, et qui regroupe 16 organismes publics chargés d'étudier et de financer les projets des étudiants et des enseignants-chercheurs porteurs de projets, le ministre a déclaré à la presse que "l'Université de Tlemcen est devenue un modèle en entrepreneuriat et s'oriente vers l'accompagnement des étudiants, des entrepreneurs et

des porteurs de projets afin de créer de la richesse et de la valeur ajoutée pour l'économie locale".

Il a indiqué que l'Université de Tlemcen compte plus de 67 étudiants ayant bénéficié d'un financement de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat pour la création de startups, ainsi que 120 brevets d'invention. Cela lui permet de se diriger vers "une université de quatrième génération, où le diplômé devient créateur d'emplois dans les domaines des technologies de précision, des services numériques, de la biotechnologie et d'autres spécialités en adéquation avec la vision de développement de l'Algérie victorieuse".

M. Baddari a également souligné que les sciences naturelles connais-

sent aujourd'hui une modernisation et que les diplômés des sciences médicales bénéficient désormais d'une formation de qualité. Il a précisé que les équipements disponibles à la faculté de médecine, notamment les tables numériques de dissection et autres équipements similaires, ont été fabriqués en Algérie.

Lors de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a inauguré une annexe de l'Ecole normale supérieure avant d'inspecter les projets de réalisation d'une clinique de chirurgie dentaire et d'une résidence universitaire de 500 lits au pôle universitaire de Chetouane. Il s'est enquis du processus de numérisation de la bibliothèque de la faculté de médecine avant de visiter le centre de simulation médicale.

Timimoun

Une moisson record de céréales attendue

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a affirmé, jeudi depuis la wilaya de Timimoun, qu'une moisson record de céréales, notamment de blé dur, était attendue pour la saison agricole en cours (2025-2026).

Donnant le coup d'envoi de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2025-2026 depuis une exploitation du périmètre agricole de Stah Ougrout, le ministère a prédit "une production record pour les différentes variétés de céréales, notamment le blé dur, tant au Nord qu'au Sud du pays".

Il a ajouté que "la wilaya de Timimoun a connu une augmentation de la superficie cultivée de plus de 50 % par rapport à la saison précédente, ce qui témoigne du dynamisme et du développement que connaissent les cultures stratégiques dans cette

wilaya". M. Oualid a fait état aussi de la mise en service, à l'échelle nationale, de quelque 300 moissonneuses-batteuses modernes de grande taille par la société Agrodv, afin de réduire les pertes de production et de garantir le bon déroulement de la moisson, en termes de rapidité et de confort des agriculteurs. La production de cette saison dans la wilaya de Timimoun avoisinerait les 700.000 quintaux de céréales sur une superficie cultivée de 13.126 hectares, répartis entre les périmètres d'Ougrout, Tinerkouk et Amguidène, selon le directeur de wilaya des services agricoles, Rafik Benmansour.

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche poursuit sa visite dans la wilaya de Timimoun en se rendant sur le site du projet de partenariat algéro-italien dans la zone agricole d'Amguidène.

Béchar

Un réseau de trafic de psychotropes démantelé

Les éléments de la troisième Sûreté urbaine de Béchar ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic de psychotropes, composé de six individus, et procédé à la saisie de 15.392 gélules de substances psychotropes (Prégabaline 300 mg) de fabrication étrangère, a indiqué vendredi un communiqué de ce corps de sécurité. Cette opération fait suite à l'exploitation d'informations concernant un individu qui stocke des psychotropes dans son commerce en vue de leur revente au centre-ville de Béchar, précise la même source.

Les investigations menées par les

services de police, sous la supervision de la justice, ont permis d'identifier le principal fournisseur de ces substances illicites.

Une perquisition, autorisée par le parquet et effectuée au domicile du mis en cause, a permis la découverte et la saisie de la quantité de psychotropes susmentionnée, ainsi que d'une somme de 490.000 dinars, provenant des revenus de cette activité illégale, et d'une motocyclette de grosse cylindrée. A l'issue des procédures, les six suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Béchar, conclut le communiqué.

Tiaret

La Ouaâda des «Hommes de Meghila» attire des milliers de visiteurs

La ville de Meghila, située à 40 km au nord de la wilaya de Tiaret, est devenue, jeudi, la destination de milliers de citoyens, ainsi que de centaines de cavaliers et commerçants en provenance de différentes régions du pays pour assister à la Ouaâda annuelle des "Hommes de Meghila", considérée comme un moment de rencontre et une occasion d'exprimer l'optimisme quant à une saison agricole réussie. Les cérémonies de cette manifestation annuelle débutent par l'accueil des délégations, notables et représentants des zaouïas venus de plusieurs wilayas, au son des chants de la Bourda d'Al-Boussairi à l'entrée de la ville. Les invités sont ensuite initiés à l'histoire de la région et à ses hauts faits, tandis que divers plats traditionnels leur sont servis, tels que le couscous, la rouina et la tchicha, en hommage aux ancêtres fondateurs, notamment Sidi Senoussi, Sidi Zoubir, Sidi Amar et Sidi El Meddah.

Au terrain de fantasia situé sur les hauteurs de la ville, des exhibitions équestres sont organisées, mêlant les détonations de pou-

dre noire provenant des fusils aux cris synchronisés des cavaliers lançant d'une seule voix "El Mekahla". Cette scène est accompagnée par les chants populaires du neqadi, interprétés par un cavalier de chaque troupe, célébrant les qualités de sa région, leur attachement aux chevaux et aux traditions authentiques, tout en souhaitant, à la fin de son chant, la pérennité de la sécurité et de la prospérité pour le pays et ses habitants.

Cette manifestation constitue également un rendez-vous commercial important, les commerçants profitant de l'occasion pour écouler divers produits, notamment des téléphones portables, des jouets pour enfants, des parfums et des vêtements traditionnels. Cette Ouaâda, qui s'étale sur deux jours, a vu l'afflux de visiteurs venus notamment des wilayas d'Oran, Tissemsilt, Relizane, Saïda et El Bayadh, ainsi que la participation de 62 troupes de cavaliers représentant 14 wilayas de l'Ouest algérien et du Sud-est du pays, qui ont enchanté le public avec des spectacles folkloriques remarquables.

Journées portes ouvertes sur les articles 122 et 93 de la LDF 2026

Une semaine réussie et plusieurs doléances prises en charge

La semaine « portes ouvertes » organisée depuis dimanche 10 mai dernier à l'hôtel des finances sur les articles 122 et 93 de la loi de finances 2026 a été clôturée jeudi.

K. Assia

Une semaine d'informations réussie de l'avis de Mme Ahmed Nadia, directrice des impôts Oran Ouest, puisque ces journées ont permis de mieux vulgariser ces deux textes de loi et de rapprocher davantage les contribuables de l'administration fiscale. Plusieurs doléances de contribuables ont été prises en charge dans l'ensemble des inspections des impôts. « Même si ces portes ouvertes ont été clôturées, la véritable campagne lancée par les deux directions Oran Est et Oran Ouest a démarré », a noté la responsable. Sur ce et pour mieux vulgariser le travail devant être mené jusqu'au 31 décembre 2026, la direction a préféré réunir jeudi les receveurs et les chefs d'inspection pour leur expliciter les mécanismes mis en place afin d'être à l'écoute des contribuables et surtout éviter toute ambiguïté dans l'interprétation de ces deux articles 122 et 93 de la loi de finances 2026.

Il s'agit de mesures exceptionnelles qui visent à assainir les créances fiscales non recouvrées au 31 décembre 2025.

L'article 122 fixe les modalités d'abandon des créances fiscales enregistrées au cours des exercices 2011 et antérieurs et de l'assainissement de celles enregistrées durant les exercices de 2012 à 2025. Le premier chapitre de cet article concerne les dettes enregistrées au cours de l'exercice de 2011 et antérieurs. Dans ce registre, le dispositif



prévoit un abandon et une annulation de toutes les dettes fiscales à savoir une annulation de 100% des pénalités d'assiettes et des pénalités de recouvrement en plus d'un abandon total des droits simples. La procédure est automatique et le contribuable n'a aucun dossier à déposer. S'agissant des dettes fiscales enregistrées de 2012 à 2025, l'article prévoit une annulation totale des pénalités d'assiettes et aussi de recouvrement et un abattement de 30% sur les droits simples. Dans ce contexte, le contribuable n'aura à payer que 70% des droits simples dus soit en un simple versement, soit par tranches suivant un échéancier de paiement au plus tard le 31 décembre 2026.

Par ailleurs, concernant l'article 93, celui-ci concerne tous les citoyens identifiés ou non identifiés, autrement dit, les personnes physiques et morales n'ayant pas encore déclaré

leurs montants auprès des impôts. Ce dispositif leur permet de régulariser leur situation fiscale par la déclaration volontaire des sommes non déclarées en bénéficiant d'un impôt forfaitaire de 8%, autrement dit, elles n'auront à payer que 8% sur le montant à déclarer et ce jusqu'au 31 décembre 2026. Le paiement de ce droit de décharge définitivement le contribuable de toute poursuite pénale ou fiscale de sorte que cette mesure exceptionnelle effective, jusqu'à la fin de cette année, permet d'intégrer les sommes non déclarées dans le circuit économique formel selon la responsable.

Pour rappel, ces journées portes ouvertes ont été placées sous le slogan, « libérez-vous de vos dettes fiscales et garantisiez un nouveau départ ». Elles offrent une nouvelle opportunité aux contribuables et à tous les citoyens de régulariser leur situation fiscale.

Emploi et insertion professionnelle L'Université d'Oran 2 rapproche les étudiants du monde économique

J. Boukraa

La bibliothèque universitaire centrale de l'Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed a accueilli, jeudi, la première édition du salon « LINK », un événement dédié au rapprochement entre l'université et le monde socio-économique. La manifestation a été inaugurée par le directeur de l'université, Ahmed Chaâlal, en présence de représentants d'institutions économiques, d'étudiants ainsi que de porteurs de projets innovants. Organisé par le bureau de liaison entreprise-université (BLEU), sous la direction de l'enseignante Nawal Delalou, ce salon s'est tenu en collaboration

avec l'Agence nationale de l'emploi d'Oran et la Chambre de commerce et d'industrie d'Oran.

Dès son ouverture, le salon LINK s'est imposé comme un espace d'échange dynamique réunissant les étudiants de différentes spécialités et les acteurs économiques de la région. Plusieurs entreprises et organismes participants ont présenté des opportunités d'emploi permanentes et saisonnières destinées aux étudiants et jeunes diplômés, ainsi que des offres de stages et de formations pratiques favorisant l'insertion professionnelle. L'événement a également permis aux étudiants entrepreneurs de promouvoir leurs projets et idées innovantes devant

des partenaires économiques potentiels, ouvrant ainsi des perspectives en matière d'investissement, d'accompagnement et de création de start-up. Les discussions engagées ont porté sur l'adaptation des formations universitaires aux exigences du marché du travail, mais aussi sur le développement de partenariats liés à l'innovation et à l'intégration professionnelle. À travers cette initiative, l'Université d'Oran 2 confirme sa volonté de renforcer les passerelles entre le monde académique et le tissu économique, tout en offrant aux étudiants de nouvelles opportunités dans les domaines de l'emploi, de l'investissement et de l'innovation.

La BMPJ dresse le bilan des dernières opérations 31 individus recherchés arrêtés, 3.601 comprimés psychotropes saisis

K. Assia

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire relevant de la sûreté d'Oran ont effectué plusieurs opérations afin de mettre hors d'état de nuire les bandes de quartiers et aussi démanteler les réseaux activant dans la commercialisation des stupéfiants. Ces interventions lancées en application d'un plan minutieusement étudié ont permis, selon un

bilan de toutes les opérations effectuées, d'arrêter 31 individus recherchés par la justice. Elles ont donné lieu également à la saisie de 3.601 comprimés psychotropes de marque Prégabaline 300 mg, 720 gr de cocaïne, 600 g de kif traité et un lot d'armes blanches prohibées. Les mis en cause ont été présentés au tribunal territorialement compétent, une fois l'enquête ficelée.

Par ailleurs et parallèlement aux missions confiées et au travail mené durant toute l'année, un plan a été

aussi tracé pour éradiquer les foyers de la criminalité via une multiplication de ces opérations d'intervention. Le bilan dressé par les unités opérationnelles de la police judiciaire de la sûreté d'Oran durant l'année 2025 fait état de 2.240 actions menées à travers tout le territoire de la wilaya. Celles-ci ont donné lieu à l'interpellation de 32.308 individus qui ont été soumis à un examen de situation et 12.041 ont été arrêtés et présentés devant le tribunal pour divers chefs d'inculpation.

UGTA

Bennacer reconduit à la tête de l'union locale Nord

K. Assia

Supervisé par M. Mahdjoubi AAEK, secrétaire national chargé des relations publiques et de M. Abdellah Houari, SG de l'Union locale UGTA de la wilaya de Mascara, le 10^{ème} congrès de l'union locale Nord de l'UGTA s'est tenu jeudi à l'hôtel Liberté en présence de M. Bendjima Boudjemaa, SG de l'union de wilaya de l'UGTA d'Oran et de nombreux cadres syndicaux. Une occasion pour présenter le bilan de l'activité syndicale de la période allant de 2021 à 2025, une période marquée selon M. Bennacer Mohamed SG, sortant de l'union locale Nord UGTA, par une série de défis et de réformes notamment sur le plan législatif et ce avec l'abrogation de la loi 90-14 et son remplacement par la loi 23-02 du 25 avril 2023 relative à l'exercice du droit syndical. Celle-ci marque, selon l'intervenant, une réelle nouveauté juridique en matière de droit social en Algérie.

Ainsi et tout en soulignant la continuité du travail organisationnel mené durant toute cette période, l'intervenant a rappelé que plusieurs rencontres de la commission exécutive ont été tenues en adéquation avec les textes de loi. M. Bennacer a mis l'accent sur le rôle de la femme et son intégration dans le milieu syn-

dical et souligne par là même le travail entrepris pour accroître sa représentativité. L'exemple de cette valorisation des compétences féminines s'illustre dans la composition des délégués syndicaux. A cela vient s'ajouter l'intégration des jeunes où le travail a été d'allier l'expérience et la jeunesse pour garantir la continuité de la lutte syndicale. Il salue, par là même, les décisions du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune qui ont porté sur l'amélioration des conditions socio-professionnelles des travailleurs, l'augmentation des pensions de retraite, l'appui et le soutien aux projets des familles productrices, l'augmentation du SMIG entre autres.

Par ailleurs, ce congrès a été l'occasion pour valider le bilan moral et financier par les 108 congressistes présents. Les participants ont également procédé à l'élection des commissions statutaires dont la commission de validation des mandats et la commission chargée de l'élaboration des plans d'actions.

Dans ce registre, les 108 congressistes ont élu et reconduit à l'unanimité M. Bennacer Mohamed au poste de SG de l'union locale Nord de l'UGTA. Notons qu'un vibrant hommage a été rendu aux deux syndicalistes, les défunts Meliani Djillali et Berraki Laaredj.

Cap Falcon

Le corps d'un jeune repêché

Les éléments de la protection civile de la wilaya d'Oran ont repêché, dans la soirée d'avant-hier, le corps sans vie d'un jeune homme de 29 ans porté disparu en mer au niveau de la commune de Kris-tel. Selon les informations communiquées par les secours, l'intervention a été déclenchée à 18h03 après le signalement d'un baigneur disparu dans une zone rocheuse connue sous le nom de «33», située entre la plage de Ain Defla et celle de Dellys, relevant de la commune et daïra de Kris-

tel. D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés afin de localiser la victime.

Le dispositif engagé comprenait un camion de sauvetage, trois plongeurs, une ambulance ainsi qu'une embarcation semi-rigide spécialisée dans les opérations de recherche en mer. Après les recherches, les équipes de secours sont parvenues à repêcher le corps de la victime, de sexe masculin, malheureusement décédé. La dépouille a été transférée vers la morgue de l'hôpital local. **J.B.**

Es-Sénia

Cinq blessés dans une collision entre un camion et un véhicule léger

Un accident de la circulation s'est produit, avant-hier après-midi, au niveau de la commune d'Es-Sénia, causant plusieurs blessés, selon les services de la protection civile. L'intervention des secours a été enregistrée à 15h11 suite à une collision entre un camion et un véhicule léger sur la route wilayale n°33, relevant de la commune et daïra d'Es-Sénia. Le choc a fait cinq victimes souffrant de blessures diver-

ses. Les personnes blessées, âgées entre 1 an et 33 ans, ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacuées vers l'hôpital local pour une prise en charge médicale. Les éléments de la protection civile se sont rapidement mobilisés afin de sécuriser les lieux de l'accident et porter assistance aux victimes, tandis qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de cette collision.

La SEOR nous écrit

Suite à la parution de l'article intitulé « débordement des eaux usées à la cité Ahmed Zabana d'Arzew, les habitants de l'ilot 08 interpellent le Wali », dans votre édition du 10 mai 2026, la Société de l'Eau et de l'Assainissement d'Oran (SEOR) tient à apporter les clarifications suivantes :

Il est important de rappeler que près de 80% du réseau d'assainissement du centre-ville d'Arzew est vétuste, une situation héritée depuis plusieurs années et qui nécessite une prise en charge progressive selon les moyens disponibles.

Dans ce cadre, et en coordination avec l'APC ainsi que la subdivision de l'hydraulique, l'Assemblée populaire communale a déjà lancé cinq opérations de réhabilitation des réseaux d'assainissement à travers plusieurs quartiers de la commune.

Concernant spécifiquement l'ilot 08 de la cité « Ahmed Zabana », une fiche technique a été élaborée et déposée au niveau de l'APC. Le projet est actuellement en attente d'approbation afin de procéder au lancement des travaux dans les meilleurs délais.

Nous réaffirmons que les autorités locales demeurent mobilisées pour la prise en charge des préoccupations des citoyens et l'amélioration progressive des infrastructures d'assainissement dans la commune d'Arzew.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

28 dhou el qida 1447				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h17	13h00	16h48	20h07	21h38



Coupe de la CAF: Aujourd'hui à 19h00:
Zamalek SC-USM Alger
**La bataille décisive
pour le sacre**



M. Zeggai

Encore une fois, l'USM Alger, le seul représentant algérien en coupe de cette compétition continentale se retrouve face à un défi de taille avec en ligne de mire un sacre africain.

A l'occasion de cette finale-retour, les Usmistes abordent ce rendez-vous avec un avantage acquis lors de la première manche, un atout non négligeable dans ce type de confrontation. La question demeure toutefois posée : l'USMA est-elle capable de confirmer et de franchir ce cap décisif ? Difficile d'y répondre avec certitude. Néanmoins, les conditions d'avant match semblent favorables, notamment grâce à un ascendant psychologique certain. Il reste désormais à bien gérer les moments clés du match pour transformer cette opportunité en consécration. Avec la présence du coach sénégalais, Lamine Ndiaye, habitué à ce genre de confrontations à couperet, et la forme du gardien de but Benbot, l'expérience

de Redouani, l'opportunisme de Khaldi et Kamagaté, les "Rouge et Noir" semblent bien armés pour sauter la formation du Zamalek, réputée mal à l'aise dans son antre, confrontée à un retard au score. Les Egyptiens seront en plus privés de deux éléments de base en défense, le Marocain Mahmoud Bentayg et Hossam Abdel Maguid (suspendus). Ainsi donc, les nôtres semblent idéalement placés pour jouer crânement leur chance et frapper un grand coup à l'extérieur. Mais, attention, rien ne sera simple dans une empoignée où la tension et l'enjeu risquent de bouleverser ces données. La discipline dans le jeu, la rigueur défensive et la capacité à saisir la moindre opportunité pourraient faire la différence dans un choc qui s'annonce très serré.

Les Egyptiens du Zamalek se sont préparés au stade de l'Académie militaire sous la houlette de leur coach, Moataz Gamal, qui a travaillé sur les ajustements à adopter pour contrecarrer les "Rouge et

Noir". Selon les médias égyptiens, l'entraîneur du Zamalek envisage une stratégie dont l'animation offensive s'articulera autour de Dabbag Oday et Nasser Mansi ainsi que l'attaquant brésilien Bezerra, un élément à surveiller de près. Enfin, l'engouement populaire ne faiblit pas : toutes les places ont été écoulées, et le "Cairo International" s'annonce plein à craquer pour cette affiche très attendue, promettant une ambiance électrique à la hauteur de l'évènement. Entre ambition, pression et réalisme, cette rencontre pourrait bien se décider sur un éclair de génie ou une erreur d'inattention. A cet effet, Said Allik, le directeur sportif, semble confiant. «Nous avons réussi à remporter la première manche à Alger. Maintenant, il reste un second acte décisif au Caire qu'il faut bien négocier. Les joueurs sont motivés et déterminés pour décrocher cette coupe. L'objectif est de leur marquer un but au Caire et de gagner, ce serait l'idéal et la clé pour remporter le trophée», a-t-il affirmé.

CAN U17

Les Algériens ratent le coche

L'équipe nationale algérienne a raté son entrée en matière en cette Coupe d'Afrique U 17. C'est du moins l'impression qui se dégage après le nul concédé face à son homologue du Ghana. Il faut dire que la prestation de l'EN a suscité une vague d'incompréhension chez les supporters algériens à la fin du match. Fébriles défensivement, inefficaces au milieu et en attaque, la sélection nationale a laissé passer une belle opportunité pour engranger ses trois premiers points dans ces joutes continentales. Au vu de la rencontre, il y avait largement de la place pour une victoire. Revenus de loin, les Algériens peuvent nourrir quelques regrets alors qu'ils sont passés tout près de réaliser une folle remontada après

avoir été menés 0-2 après seulement 10 minutes de jeu où ils ont passé un sale premier quart d'heure. Gavi Yao ouvrait le score pour le Ghana après intervention de la VAR avant que son coéquipier Eric Gyamfi ne double la mise sur une erreur monumentale de placement du gardien de but algérien (10').

Piqués dans leur amour-propre, les nôtres ont essayé de réagir, mais le manque de réalisme en décida autrement. A la reprise, changement total de scénario avec une équipe nationale qui s'est bien comportée offensivement. Après que Benali ait réduit l'écart, Zaidi parvint à signer l'égalisation en reprenant victorieusement de la tête un ballon piqué sur un joli travail de l'attaquant Abed. Désormais

à égalité, les Verts passaient proche de prendre l'avantage trois minutes plus tard. Sur un penalty provoqué par Abed et accordé après recours à la VAR, Ilyes Grini vendangeait au-dessus (67'). À la 75e, nouvelle opportunité et nouveau gâchis. En toute fin de match, Tifrani devait encore s'interposer en bas de son poteau droit pour préserver le nul. En fin de compte, l'Algérie doit se contenter de ce résultat. L'EN prend ainsi la seconde place du groupe D derrière l'Afrique du Sud qui a battu le Sénégal. Les Sud-Africains, justement, seront les prochains adversaires des nôtres dimanche dans un match décisif pour la qualification au deuxième tour.

M. Z.

Ligue 2- Play-offs : Aujourd'hui à 17h00
**Indécision totale
avant les demi-finales**

M. Zeggai

Les regards seront tournés, cet après-midi, vers les terrains neutres où se disputeront les rencontres des play-offs d'accession. Une étape décisive pour les clubs engagés, appelés à jouer leur avenir, avec l'objectif de se qualifier à la finale pour la montée parmi l'élite, prévue le 20 mai au stade Hocine Ait-Ahmed.

La première confrontation qui opposera le CR Temouchent au CA Batna au stade Nielson Mandela s'annonce particulièrement équilibrée. Sur le papier comme sur le terrain, les deux formations présentent des arguments solides, rendant toute tentative de pronostic hasardeuse.

Dans ce contexte, les détails pourraient faire la différence dans un match où l'engagement, la rigueur tactique et la gestion des temps forts seront déterminants.

La seconde demi-finale mettra aux prises deux anciens champions d'Algérie, l'USM Harrach (1998) et l'US Chaouia (1994), au stade Miloud-Ha-

defi d'Oran, dans un choc ouvert à tous les pronostics.

Les deux formations ont mis tous les atouts de leur côté pour atteindre l'objectif assigné. Les Chaouis se sont préparés au stade Chahid Hamlaoui de Constantine avant leur déplacement à Oran, alors que les Harrachis se sont entraînés au stade Nielson Mandela pour se familiariser avec le gazon naturel.

L'USMH, qui abordera ce match avec le statut de dauphin du groupe Centre-Ouest, devra se méfier de cette équipe de l'USC qui reste capable du meilleur et du pire avec un buteur nommé Konaté qui a défrayé la chronique ces derniers temps.

Dans une affiche ouverte à tous les pronostics, les deux équipes partent à chances égales même si les Harrachis affichent une réelle volonté pour atteindre la finale, mais c'est également l'ambition des Chaouis. Pour rappel, toutes les rencontres des play-offs se dérouleront à huis clos, a indiqué la Ligue nationale de football amateur.

Aujourd'hui à 17h00

Stade Nelson-Mandela: CA Batna - CR Témouchent
Stade Miloud-Hadefi: USM El-Harrach .. - US Chaouia

La vie des clubs

LIGUE 1:
**AUJOURD'HUI À 18H00 :
ES SÉTIF-CR BELOUIZDAD**

Le stade du 8 Mai 45 de Sétif sera le théâtre aujourd'hui, des retrouvailles entre l'Entente et le CR Belouizdad dans le cadre de la mise à jour. Une rencontre qui revêt une importance capitale pour les deux formations. Les Sétifiens, sous la menace de la relégation, sont condamnés à gagner pour éviter toute mauvaise surprise surtout que les derniers résultats n'ont pas été à leur avantage. Les trois points sont inéluctables pour les "Noir et Blanc" pour s'éloigner de la zone rouge et du Paradou AC, le troisième potentiel relégable qui ne veut pas abdiquer. En face, le Chabab entend poursuivre sur sa dynamique et s'approcher davantage d'une qualification à l'une des compétitions continentales. Les Belouizdadis sont tenus par l'obligation du résultat. Une victoire leur permettra de se hisser à la troisième place en compagnie du MC Oran.

CRB : LE CHABAB
**RENFORCE SON ARSENAL
JURIDIQUE**

Dans le cadre de sa restructuration, nous avons appris que la direction du CR Belouizdad a décidé de renforcer son dispositif juridique en faisant appel à un avocat spécialisé dans les affaires sportives.

Cette démarche intervient dans un contexte marqué par plusieurs dossiers sensibles nécessitant un accompagnement juridique maîtrisé, notamment en matière de réglementation. A travers cette initiative, les nouveaux responsables du CRB envisagent de protéger les intérêts du club et de gérer ses affaires avec davantage de rigueur sur le plan juridique.

**MC ALGER : BAYAZID ET
TABTI SUR LE DÉPART**

Le mercato estival s'annonce mouvementé du côté du Mouloudia d'Alger. Après l'annonce du départ de Tabti, un autre cadre pourrait également

quitter le club. En effet, Bayazid se rapproche de plus en plus d'un départ, alors que son contrat arrive, selon notre source, à expiration dans un peu plus d'un mois. Selon nos informations, une prolongation semble peu probable, ce qui laisse présager une séparation entre les deux parties dès la fin de l'exercice en cours.

**USM ANNABA :
VERS LE RETOUR DE
BOUCHERIT ET BOUDHAR**

L'USM An a d'ores et déjà entamé les préparatifs en vue du prochain exercice, avec l'ambition de jouer les premiers rôles et de viser l'accession. Selon les dernières informations, une réunion s'est tenue avec les autorités de la ville au cours de laquelle plusieurs décisions importantes ont été prises à propos de l'organisation du club. Il a notamment été convenu de maintenir Djamel Messadek à la présidence du club pour la saison prochaine, assurant ainsi la continuité du projet sportif. Par ailleurs, selon notre source, Boucherit a été désigné au poste de manager général, tandis que Boudhar occupera le poste de coordinateur général.

**USM BEL-ABBÈS : BILANS,
MORAL ET FINANCIER,
REJETÉS**

Après une période marquée par de nombreuses critiques et défaillances dans la gestion, l'USMBA semble entrer dans une nouvelle phase avec le départ du désormais ex-président Mehdi Djebbar. En effet, lors de l'assemblée générale ordinaire, les membres présents ont rejeté ses bilans, moral et financier, avec 32 contre et 15 favorables. Ensuite, l'AG a entériné la démission de Mehdi Djebbar, entraînant avec lui l'ensemble des membres de son bureau exécutif. Une décision qui marque ainsi un tournant dans la gestion du club de la Mekerra. A cet effet, le club a officiellement annoncé la tenue de l'élection de son prochain président pour le 4 juin prochain.

M. Z.

États-Unis : une théocratie en costume-cravate (I)

Par Khider Mesloub

Depuis plus de deux siècles, les États-Unis se présentent au monde comme l'incarnation politique achevée de la modernité occidentale. Dans leur propre récit national, ils seraient la terre de la liberté individuelle, de la souveraineté populaire, de la séparation des pouvoirs et de la neutralité religieuse de l'État. Ils se donnent à voir comme l'héritier suprême des Lumières politiques : celui qui aurait réussi à concilier « démocratie » constitutionnelle, pluralisme confessionnel, liberté d'expression et primauté de la raison sur le dogme. L'Amérique aime se penser comme la nation qui aurait définitivement émancipé le politique de la tutelle du sacré.

L'AMÉRIQUE CAPTURÉE PAR LES FANATIQUES RELIGIEUX

Pourtant, derrière cette représentation officielle soigneusement entretenue par les institutions, les médias dominants et la mythologie patriotique américaine, une autre réalité s'est progressivement imposée. Une réalité beaucoup plus sombre, bien plus inquiétante et infiniment plus révélatrice de l'évolution profonde des États-Unis contemporains. Car l'Amérique actuelle n'est plus simplement un pays où la religion demeure culturellement influente ; elle tend à devenir une société où le religieux structure directement la vie politique, inspire les décisions gouvernementales, façonne les comportements électoraux et prétend définir les normes morales applicables à l'ensemble de la collectivité.

La Bible ne relève plus seulement de la sphère privée : elle pénètre les tribunaux, les campagnes électorales, les programmes scolaires, les discours présidentiels et jusqu'aux orientations diplomatiques de la première puissance mondiale. Des pasteurs influencent ouvertement les choix politiques nationaux. Des organisations religieuses financent des campagnes idéologiques de masse. Des élus invoquent Dieu pour justifier des restrictions de droits fondamentaux. L'élection elle-même prend des allures de croisade morale opposant les « élus » de la nation chrétienne aux supposés ennemis de la civilisation américaine, des candidats démocrates qualifiés de « suppôts de Satan ».

LA POROSITÉ CROISSANTE ENTRE LE BUREAU OVALE ET LA CHAIRE DU PASTEUR

La porosité croissante entre le Bureau Oval et la chaire du pasteur révèle l'ampleur de la dérive théologico-politique américaine. Désormais, le discours religieux ne se contente plus d'accompagner le pouvoir : il prétend l'inspirer, l'orienter et parfois même le légitimer au nom d'une mission prétendument sacrée.

Cette évolution ne constitue ni une anomalie passagère ni une simple excentricité culturelle propre à certains États conservateurs du Sud américain. Elle traduit une mutation beaucoup plus profonde : la montée progressive d'une religion politique de plus en plus radicalisée au cœur même des institutions américaines. Une fraction désormais centrale des élites dirigeantes – politiques, économiques, médiatiques et judiciaires – a basculé dans une vision du monde où le religieux ne doit plus seulement encadrer les consciences individuelles, mais orienter directement la loi, l'école, la justice, la culture, l'ordre social et jusqu'à l'ordre mondial lui-même.

La série d'articles qui commence avec cette contribution se propose précisément d'examiner, en plus d'une dizaine de volets successifs, les multiples dimensions de cette dérive théologico-politique américaine. Chaque article abordera un aspect particulier de cette transformation historique : la captation religieuse du



Parti républicain, l'ascension du trumpisme, le rôle stratégique du mouvement évangélique, la montée du nationalisme chrétien, l'expansion idéologique de la « Bible Belt » bien au-delà du Sud conservateur, la progression du dominionisme – cette doctrine prônant la conquête chrétienne des principales sphères de pouvoir –, la conquête idéologique des tribunaux fédéraux par des réseaux conservateurs comme la Federalist Society, la guerre culturelle menée contre l'école et les universités, l'emprise des médias conservateurs, ou encore l'influence des croyances eschatologiques et messianiques sur la politique étrangère des États-Unis et leur lecture des conflits du Proche-Orient. Pris séparément, chacun de ces phénomènes possède sa logique propre ; réunis, ils dessinent le portrait inquiétant d'une Amérique travaillée de l'intérieur par une puissante dynamique théocratique.

UNE OFFENSIVE THÉOCRATIQUE DE LONGUE HALEINE

Toute cette série de contributions repose sur un constat central : l'Amérique contemporaine traverse une crise historique de la laïcité politique. La frontière entre César et Dieu, que les Pères fondateurs avaient tenté d'ériger en principe structurant de la République américaine, se fissure chaque année davantage sous la pression combinée du fondamentalisme religieux, du nationalisme identitaire et d'un capitalisme débridé en quête permanente de légitimation morale.

Cette dérive ne s'est pas produite spontanément. Elle est le résultat d'un long travail idéologique, culturel et institutionnel mené depuis plusieurs décennies par la droite évangélique américaine. À partir des années 1970, face aux bouleversements sociaux, culturels et raciaux provoqués par les mouvements pour les droits civiques, la libération des mœurs, le féminisme, la sécularisation de la société et les crises structurelles du capitalisme américain, une vaste contre-offensive conservatrice s'est organisée. Son objectif était clair : reconquérir l'Amérique au nom de Dieu.

Peu à peu, la religion a cessé d'être une simple croyance spirituelle pour devenir un véritable programme politique global. Les églises évangéliques sont devenues des machines électorales. Les télévangélistes se sont mués en entrepreneurs idéologiques. Les médias conservateurs ont fusionné propagande politique et prédication religieuse. Le Parti républicain lui-même a cessé d'être un simple parti conservateur traditionnel pour devenir le principal véhicule institutionnel d'une croisade morale permanente contre la

laïcité, les droits sociaux, les libertés culturelles et l'universalisme.

TRUMP, PRODUIT D'UNE RADICALISATION THÉOLOGICO-POLITIQUE

Donald Trump n'a pas inventé cette Amérique fanatisée ; il a servi de détonateur politique à des forces théologico-nationalistes longtemps contenues sous le vernis institutionnel américain. Son ascension politique a agi comme un révélateur brutal. À travers lui et ses ukases, c'est tout un système idéologique longtemps demeuré partiellement souterrain qui a émergé au grand jour : un système où le nationalisme américain se drape de références bibliques, où la vérité scientifique devient suspecte, où l'ignorance se présente comme authenticité populaire, où le pluralisme est assimilé à une décadence morale, où le compromis politique est dénoncé comme faiblesse spirituelle, où la foi sert moins à élever les consciences qu'à discipliner les masses.

Il ne s'agit pas ici d'un réquisitoire contre la religion en tant que croyance personnelle. La foi, lorsqu'elle relève de la conscience individuelle, appartient aux libertés fondamentales les plus légitimes. Une société démocratique authentique doit garantir à chacun le droit de croire, de pratiquer ou de ne pas croire. Le problème commence lorsque la croyance prétend devenir norme collective obligatoire ; lorsqu'elle prétend imposer aux autres sa propre conception des droits, des comportements, du corps et du monde ; lorsqu'elle transforme le débat politique en affrontement entre orthodoxie et hérésie.

La question posée n'est donc pas théologique, mais profondément politique : que devient l'Amérique lorsque la foi remplace progressivement la raison dans l'espace public ? Que devient la citoyenneté lorsqu'on demande aux individus d'obéir d'abord à Dieu avant d'obéir à la loi commune ? Que devient la liberté lorsque les institutions publiques se mettent à fonctionner selon des impératifs religieux ? Que devient le pluralisme lorsqu'une partie du pouvoir considère ses adversaires non comme des contradicteurs légitimes, mais comme des ennemis spirituels ?

Ces interrogations dépassent largement le seul cadre américain. Car ce qui se joue aujourd'hui aux États-Unis concerne l'ensemble des pays occidentaux contemporains. Partout dans le monde occidental réapparaissent des formes nouvelles d'identitarismes religieux, de nationalismes sacrés et de politiques fondées sur la peur, le ressentiment, l'obsession identitaire, la désignation d'ennemis intérieurs et le rejet croissant du pluralisme.

ISRAËL : LABORATOIRE DU NATIONALISME MESSIANIQUE ET PRÉDATEUR

Israël constitue, à cet égard, l'une des expressions les plus avancées de cette évolution réactionnaire. Longtemps présenté comme l'unique « démocratie » au Moyen-Orient, l'État israélien voit désormais les courants religieux nationalistes les plus radicalisés occuper une place centrale dans l'appareil d'État. Les partis ultrareligieux et messianiques influencent directement la vie politique, orientent les choix gouvernementaux et imposent progressivement leur vision idéologique de la société, du droit, de l'identité nationale et du conflit régional. Là encore, le religieux cesse d'être une simple croyance privée pour devenir un instrument d'encadrement politique, de mobilisation identitaire et de légitimation du pouvoir. Plus encore, tout porte à croire que cette radicalisation politico-religieuse israélienne exerce une influence considérable sur une partie des droites américaines contemporaines. Les liens idéologiques, financiers, religieux et stratégiques entre le nationalisme chrétien américain et les courants messianiques israéliens n'ont cessé de se renforcer au cours des dernières décennies. Soutien inconditionnel à Israël érigé en devoir biblique, lecture apocalyptique des relations internationales, instrumentalisation politique du religieux, fusion entre identité nationale et mission sacrée : de nombreux thèmes aujourd'hui dominants dans certains secteurs du conservatisme américain entretiennent des affinités profondes avec cette vision théologico-politique israélienne.

L'OCCIDENT DÉNONCE LES THÉOCRATIES ISLAMIQUES MAIS TOLÈRE LES FONDAMENTA-LISMES «JUDÉO-CHRÉTIENS»

Or, cette dérive théologico-politique américaine suscite, dans les pays occidentaux, une étonnante indulgence. Là où la moindre référence religieuse dans un pays musulman est immédiatement dénoncée comme signe d'obscurantisme, de fanatisme ou de menace pour la « démocratie », l'imprégnation croissante du politique américain par le fondamentalisme chrétien bénéficie d'une remarquable mansuétude médiatique et diplomatique. Des gouvernements occidentaux, notamment la France, qui prétendent défendre partout la laïcité, la neutralité de l'État ou les valeurs libérales ferment largement les yeux lorsque la première puissance mondiale laisse des prédicateurs influencer ses campagnes électorales, lorsque des élus invoquent la Bible pour légiférer, ou lorsque des courants messianiques participent à orienter sa politique étrangère. Cette asymétrie révèle moins un attachement universel à la séparation de la religion et de la politique qu'un rapport de force géopolitique où certaines formes d'emprise religieuse demeurent tolérées, voire banalisées, dès lors qu'elles émanent du cœur du monde occidental.

L'Amérique constitue, dans ce contexte, un laboratoire particulièrement inquiétant : parce qu'elle demeure la première puissance mondiale, qu'elle possède une influence culturelle planétaire, ses fractures intérieures influencent directement l'équilibre politique international. Comprendre la dérive religieuse américaine, ce n'est donc pas seulement analyser les États-Unis contemporains ; c'est comprendre une transformation plus globale du monde politique moderne.

Car lorsque le sacré s'empare du pouvoir, lorsque la foi prétend gouverner les institutions, lorsque le politique se place sous tutelle divine, ce ne sont jamais seulement les libertés individuelles qui vacillent. C'est la possibilité même d'un espace démocratique rationnel qui se trouve menacée. L'histoire l'a montré à maintes reprises : chaque fois que Dieu entre durablement dans le gouvernement des hommes, la liberté finit toujours par être expulsée brutalement de la pièce avant d'être taillée en pièces.

France

La notion de « communauté musulmane » en question

Il est des expressions qui, à force d'être répétées, finissent par prendre l'apparence de vérités incontestables. « Communauté musulmane » est de celles-là.

Par Khider Mesloub

Depuis une vingtaine d'années, cette notion s'est imposée dans le débat public français, et plus largement européen, avec une facilité déconcertante. Journalistes, responsables politiques, éditorialistes, représentants religieux, militants associatifs l'emploient comme s'il s'agissait d'une évidence sociologique. On évoque « la communauté musulmane » comme on parlerait d'un corps social constitué, doté d'intérêts communs, d'une sensibilité collective et d'une parole unifiée. Or cette entité n'existe pas. Elle ne repose sur aucun fondement juridique, ne correspond à aucune réalité institutionnelle cohérente, et ne trouve aucun appui solide dans l'analyse sociologique. Cette notion relève d'une construction discursive, à force d'être répétée et médiatisée, finit par produire artificiellement les tensions qu'elle prétend décrire. À force d'être invoquée, la notion se naturalise. À force d'être nommée, elle semble devenir réelle. C'est donc la notion même de « communauté musulmane » qu'il convient d'interroger.

LA FRANCE N'EST PAS UN PAYS DE COMMUNAUTÉS
La première clarification doit être juridique et historique. La République française s'est construite contre les logiques d'appartenance communautaire héritées de l'Ancien Régime. Elle s'est fondée sur la volonté de dépasser les appartenances religieuses, régionales ou corporatives pour instituer une citoyenneté abstraite, universelle et indivisible. La République française ne se fragmente pas en groupes communautaires reconnus mais en catégories sociales, dont les deux principales sont le prolétariat et la bourgeoisie. D'autre part, la République est laïque : elle ne reconnaît ni ne privilégie aucune religion. Elle garantit la liberté de conscience et l'égalité des citoyens sans distinction de croyance. L'État protège les individus dans leur liberté de croire ou de ne pas croire, mais il refuse de reconnaître des communautés religieuses comme sujets politiques. La France ne connaît que des citoyens. Juridiquement, il n'existe ni minorités confessionnelles reconnues, ni groupes religieux institués comme corps politiques. Introduire la notion de « communauté musulmane » dans le vocabulaire public revient donc à importer une logique étrangère à la tradition républicaine.

CITOYENS D'ABORD, CROYANTS ENSUITE
De ce principe découle une distinction fondamentale : il existe en France des Français de confession musulmane, mais il n'existe pas de « musulmans français » au sens d'un bloc séparé du reste de la nation. La nuance n'est pas rhétorique ; elle est politique. Parler de « musulmans français », c'est faire de la religion une identité première, collective, structurante. Parler de « Français de confession musulmane », c'est rappeler que la citoyenneté prime sur la croyance. Dans l'ordre républicain, l'individu est d'abord citoyen (prolétaire ou bourgeois), ensuite porteur de convictions

personnelles. Inverser cet ordre, c'est substituer à l'universalisme civique une logique d'appartenance ; c'est déjà sortir du cadre républicain ou de détermination de classe, pour entrer dans une logique communautaire étrangère à la tradition politique hexagonale. C'est accepter que l'identité religieuse devienne un principe d'organisation politique, alors même que la République a été fondée pour neutraliser ce type de segmentation. À notre époque moderne, l'individu n'est pas censé se définir par une appartenance ethnique ou religieuse. Ces dimensions relèvent de la sphère privée et des convictions personnelles. Ce qui fonde publiquement son existence, c'est d'abord son identité nationale, seule catégorie juridiquement reconnue par l'État, ainsi que sa position sociale et professionnelle, ancrée dans la réalité concrète des rapports économiques et du travail. Autrement dit, ce ne sont ni la foi ni l'origine qui structurent la citoyenneté, mais la condition sociale et l'appartenance civique commune. Les seules catégories sociales structurantes de la société capitaliste demeurent le prolétariat et la bourgeoisie. Substituer l'appartenance religieuse à la condition de classe constitue une régression politique et sociale.

UNE FICTION SOCIOLOGIQUE
Même si l'on quitte le terrain du droit pour celui des faits sociaux, l'expression « communauté musulmane » ne résiste pas à l'examen sociologique. La sociologie la plus élémentaire montre qu'il n'existe aucune homogénéité entre les personnes regroupées sous cette étiquette. La population regroupée sous cette étiquette est traversée par des différences considérables : origines nationales diverses, classes sociales variées, degrés de pratique religieuse hétérogènes, opinions politiques parfois opposées.

Peut-on sérieusement parler d'unité entre un cadre supérieur parisien laïque d'origine algérienne, un étudiant peu pratiquant, un commerçant conservateur, un ouvrier malien, un converti français ou un ingénieur d'origine iranienne ? Les trajectoires sociales, les univers culturels et les références politiques diffèrent profondément. Ils n'ont ni la même histoire familiale, ni la même culture, ni les mêmes pratiques religieuses, ni les mêmes références politiques, ni souvent la même langue. Regrouper ces individus sous un label unique revient à écraser cette diversité. La « communauté musulmane » n'est pas un groupe objectivable : c'est une catégorie abstraite fabriquée par des entrepreneurs identitaires en quête de sinécures et de prébendes. Notamment les notabilités musulmanes, des activistes et acteurs associatifs qui trouvent dans cette fiction une source de reconnaissance institutionnelle.

À cet égard, le guide publié par la Mosquée de Paris sous le titre « Musulmans en Occident » illustre cette contradiction. Dès son intitulé, l'ouvrage adopte une approche communautaire. En s'adressant « aux musulmans » comme à un groupe homogène vivant en « Occident », le simple choix des mots suggère une altérité implicite. Une approche pleinement républicaine aurait parlé de la pratique de l'islam dans le cadre de la laïcité française ou des droits et devoirs des citoyens de confession musulmane. Le vocabulaire n'est jamais neutre : il structure la représentation du réel. En parlant de « musulmans en Occident », ces notables religieux autoproclamés suggèrent au contraire que ces citoyens seraient d'abord musulmans, ensuite occidentaux, donc partiellement extérieurs à la nation. Ces dignitaires prétendent promouvoir l'intégration. En réalité, ils raisonnent comme

si existait un groupe à part. C'est là toute l'ambiguïté du discours de ces représentants autoproclamés du culte musulman : ils veulent prouver leur compatibilité avec la République, mais continuent à parler le langage du communautarisme. D'aucuns diraient du séparatisme.

UNE ANALOGIE QUI FAIT ÉCLATER L'ABSURDITÉ DE LA NOTION COMMUNAUTAIRE : LE FOOTBALL
Pour mesurer l'artificialité de la notion, une comparaison suffit : celle du football. En France, des millions de personnes partagent une passion intense pour ce sport, érigé en véritable culte. Chaque semaine des centaines de milliers se rendent dans les stades, des milliers adhèrent à des clubs, des millions regardent les matchs, achètent des produits dérivés, discutent football à longueur de journée, vibrent collectivement pour leur équipe. On y retrouve tous les ingrédients supposés d'une « communauté » : des rites (chants, matchs, rassemblements), des symboles (maillots, couleurs), des lieux de culte modernes (les stades), des émotions partagées. Pourtant, personne ne parle de « communauté footballistique ». Pourquoi ? Parce que chacun comprend intuitivement qu'une passion commune, même massive et ritualisée, ne crée pas une entité civique distincte. Le supporter du PSG ou de l'OM reste d'abord un citoyen français, pas un membre d'une communauté à part.

Il en va exactement de même pour la religion. Que des individus partagent une croyance, fréquentent les mêmes lieux de culte, pratiquent des rites similaires, ne fabrique pas mécaniquement un corps social unifié. La religion, pas plus que le football, ne dissout l'individu dans un collectif homogène. Parler de « communauté musulmane » est donc aussi absurde que de parler de « communauté des amateurs de jazz » ou de « communauté des passionnés de cuisine ». On transforme une affinité spirituelle en quasi-nationalité parallèle.

QUI A INTÉRÊT À FABRIQUER CETTE CHIMÈRE COMMUNAUTAIRE ?

Toute fiction collective a ses artisans. Dans le cas de la prétendue « communauté musulmane », ils sont facilement identifiables. Certaines organisations religieuses ont intérêt à l'existence d'un tel groupe : pour peser face à l'État, obtenir des financements ou exister médiatiquement, il faut pouvoir affirmer que l'on représente une collectivité. Le mécanisme est simple : on postule une communauté, on s'en proclame le porte-parole, puis on exige d'être reconnu comme interlocuteur légitime. Sans communauté, ces structures ne sont que des associations parmi d'autres ; avec une communauté fantasmée, elles acquièrent un pouvoir symbolique, institutionnel et parfois matériel, à travers les financements, les subventions et les prébendes associées à leur statut d'interlocuteurs privilégiés.

Le monde médiatique participe lui aussi à cette construction. Le journalisme contemporain privilégie les catégories simples et les récits lisibles. Parler de « la communauté musulmane » permet de transformer une réalité complexe en personnage collectif unique. À force d'être répétée – « que pense la communauté ? », « comment réagit-elle ? » – l'expression finit par créer l'illusion de ce qu'elle décrit. Derrière cette simplification se cache une paresse intellectuelle ou, plutôt, une volonté de dilution de la question sociale : parler de communauté dispense d'analyser les différences de classes sociales, les trajectoires professionnelles ou les divergences

idéologiques. La réalité sociale concrète est dissoute dans une abstraction identitaire.

L'ASSIGNATION IDENTITAIRE

Ce vocabulaire produit un effet puissant : l'assignation identitaire. Des millions de citoyens se voient réduits à une appartenance religieuse supposée. À force d'assigner des individus à une prétendue « communauté musulmane », ne finit-on pas par les enfermer dans des identités imposées ? On ne parle plus à des individus prolétaires ou bourgeois, mais à des représentants imaginaires. La fiction devient performative : elle fabrique la réalité qu'elle prétend seulement nommer. La politisation permanente du religieux renforce cette dynamique. Des questions administratives – école, sport, cantines – sont présentées comme des affrontements entre la République et une « communauté musulmane », transformant des incidents mineurs en conflits civilisationnels. Ces tensions fabriquées viennent alimenter le discours victimaire de certains représentants musulmans autoproclamés, discours qui, à son tour, accrédite l'idée de l'existence d'une communauté musulmane, qui plus est discriminée.

À cela s'ajoute une confusion persistante entre une religion et les personnes qui s'y rattachent. Critiquer des pratiques ou débattre d'une doctrine relève du débat démocratique ; cela ne concerne pas un groupe humain homogène. Pourtant, la notion de « communauté musulmane » mélange sans cesse ces deux niveaux, alimentant les crispations. Tous ces mécanismes s'alimentent mutuellement : organisations religieuses, pouvoirs publics et médias contribuent à entretenir l'idée d'un bloc homogène. Plus on parle de « communauté musulmane », plus elle semble exister. En tout cas, dès que l'on accepte l'idée de communauté, on accepte implicitement l'idée d'un affrontement entre groupes. On passe d'une logique républicaine – des citoyens égaux face à la loi – à une logique identitaire, c'est-à-dire des blocs identitaires somnolents de négocier, de se concurrencer ou de s'affronter.

LES PREMIÈRES VICTIMES : LES PROLÉTAIRES FRANÇAIS DE CONFESSION MUSULMANE

Les premières victimes sont les citoyens eux-mêmes. La majorité des Français de confession musulmane ne se perçoit pas comme membre d'un bloc unique, mais comme des individus aux identités multiples. Les enfermer dans une communauté revient à leur nier cette pluralité et à les réduire à une seule dimension de leur existence : leur appartenance religieuse supposée.

Il faut donc le dire clairement : la « communauté musulmane » en France n'existe pas comme réalité politique ou sociologique unifiée.

Il existe des citoyens français, divers, aux convictions multiples, dont certains sont de confession musulmane. La France n'est pas une mosaïque de communautés religieuses, mais une nation de citoyens appartenant aux deux catégories sociales qui caractérisent la société capitaliste : prolétariat et bourgeoisie. Refuser le vocabulaire communautaire, c'est refuser une logique qui divise pour réaffirmer celle qui unit : pour le monde populaire, celle de l'appartenance de classe prolétarienne.

LE COMMUNAUTARISME NOURRIT L'EXTRÊME DROITE

Il faut maintenant aller au bout du raisonnement, sans détour ni

complaisance. La fiction de la « communauté musulmane » n'est pas seulement une erreur intellectuelle ou une contradiction juridique ; elle n'est pas seulement étrangère à l'esprit de la République. Elle est aussi, et peut-être surtout, politiquement dangereuse. Car en parlant sans cesse de « communauté musulmane », on fabrique involontairement le cadre mental dont l'extrême droite a besoin pour prospérer.

Toute la rhétorique islamophobe repose en effet sur une idée simple : il existerait en France un groupe homogène, distinct du reste de la nation, porteur de valeurs propres et potentiellement incompatibles avec la République. Le discours identitaire se nourrit de cette opposition entre un « eux » et un « nous ». Or que font ceux qui invoquent à longueur de débats « la communauté musulmane » ? Ils valident précisément ce récit. Ils affirment implicitement qu'il existerait un groupe appelé « les musulmans », capable de parler d'une seule voix et porteur d'intérêts spécifiques.

À partir de ce moment, l'extrême droite n'a plus qu'à tirer la conclusion qu'elle attendait : si un tel groupement religieux existe, alors il constitue un problème. Le paradoxe est saisissant : les entrepreneurs communautaires et les idéologues identitaires semblent s'opposer frontalement, mais ils partagent en réalité le même postulat. Les uns disent : « Respectons la communauté musulmane. » Les autres rétorquent : « Méfions-nous de la communauté musulmane. » Tous, pourtant, s'accordent sur l'idée de départ : l'existence d'un bloc homogène.

Ce mécanisme devient alors politiquement explosif. Lorsqu'un responsable religieux se proclame « représentant de la communauté musulmane », qu'un journaliste interroge « les attentes de la communauté » ou qu'un responsable politique prétend « dialoguer avec la communauté », on renforce un imaginaire de division dont l'extrême droite se nourrit ensuite. Ceux qui croient défendre les Français de confession musulmane en parlant en leur nom contribuent malgré eux à les désigner comme un corps séparé.

Il faut donc le dire nettement : la notion de « communauté musulmane » est l'un des meilleurs alliés du discours islamophobe.

La lutte contre le racisme et les discriminations ne passe pas par la reconnaissance de communautés, mais par leur dépassement. Elle consiste à rappeler que les Français de confession musulmane ne forment pas un bloc, mais une multitude d'individus libres, divers, irréductibles à une identité unique. En définitive, la fiction communautaire fournit à l'extrême droite exactement ce dont elle a besoin : l'image d'un groupe homogène, distinct, potentiellement hostile.

SORTIR DU PIÈGE COMMUNAUTAIRE

Sortir de cette impasse suppose un effort intellectuel simple mais exigeant : refuser les catégories qui transforment des convictions individuelles en entités politiques collectives. La religion relève de la sphère privée ; la loi relève de la sphère publique.

Refuser cette catégorisation communautaire n'est pas nier la diversité réelle de la société française ; c'est refuser qu'elle soit transformée en séparation politique.

Défendre les citoyens de confession musulmane, ce n'est pas parler à leur place comme s'ils formaient un peuple à part, mais affirmer qu'ils appartiennent pleinement au même corps civique que tous les autres.

Tunisie

À Djerba, un début de saison touristique ralenti par la crise au Moyen-Orient

Sable blanc et palmiers: la saison touristique sur l'île de Djerba en Tunisie a démarré début mai mais le secteur tourne au ralenti en raison des tensions au Moyen-Orient. Avant les premières frappes israélo-américaines sur l'Iran fin février suivies d'attaques iraniennes sur les infrastructures du Golfe, «nous recevions par exemple 100 nouvelles réservations par jour, maintenant c'est seulement 50», explique à l'AFP Anane Kamoun, directeur de l'hôtel Royal Garden Palace, un établissement 5 étoiles situé dans le nord-est de l'île, tout près d'une longue plage.

Pendant qu'un groupe de touristes déambule à dos de cheval ou dromadaire, l'hôtelier se réjouit qu'il n'y ait «pas eu d'annulations» dans son établissement. Mais à ses yeux, il est clair que la machine tourne moins vite qu'avant les perturbations provoquées par le conflit. Selon M. Kamoun, ce ralentissement s'explique par le renchérissement des coûts, à cause de la flambée des cours du pétrole. «Quand les billets d'avion coûtent en moyenne 70 à 80 euros de plus, ce n'est pas rien, et le touriste commence à chercher une alternative» pour ses vacances, observe-t-il. En Tunisie, où le tourisme est un pilier essentiel de l'économie (environ 10% du PIB et quelque 400.000 emplois), la saison débute tradition-

nellement à Djerba, une grande île à 500 km au sud de Tunis, et au climat ensoleillé toute l'année.

AVANTAGE COMPÉTITIF ?

En 2025, «Djerba la douce» a accueilli 1,23 million de touristes, «en hausse de 5% par rapport à l'année précédente et de 1,1% par rapport au record de 2019», peu avant la pandémie de Covid-19, explique Hichem Mahouachi, délégué régional de l'Office de tourisme ONTT.

«Cette année, on espérait avoir une hausse de 7 à 8%», souligne-t-il à l'AFP, à propos de prévisions formulées avant que les tensions au Moyen-Orient ne commencent à perturber le trafic aérien et l'économie mondiale.

Le cours du kérosène a doublé depuis le début de l'année, forçant les compagnies à augmenter leurs prix, voire à annuler les vols les moins rentables. M. Mahouachi se dit néanmoins rassuré par la programmation par les compagnies (charters et régulières) de 5.600 vols entre avril et septembre, en hausse de 3,3% sur un an, et en provenance de 16 pays surtout européens.

Selon lui, «certaines destinations vont être affectées plus que d'autres», en particulier les dessertes éloignées et qui nécessitent un



déplacement en long-courrier, ce qui n'est pas le cas de la Tunisie, située à «seulement deux heures» de toutes les capitales européennes, et souvent desservie par des compagnies low-cost. «La hausse des

prix du kérosène ne sera pas ressentie de la même façon que pour un long-courrier, la Tunisie va peut-être bénéficier de ça», espère-t-il.

Autre avantage, selon le dirigeant de l'ONTT, «la Tunisie est

considérée comme l'une des destinations les plus sûres du bassin méditerranéen», un avantage compétitif face à des pays touchés de plein fouet par les répercussions du conflit comme la Turquie ou l'Égypte.

Inde

Récolter du sel dans la fournaise du désert



Dans les déserts de l'ouest de l'Inde, les températures extrêmes écrasent tout au point de défier l'endurance des humains. Alors ceux qui sont contraints de travailler dans la fournaise pour récolter le sel n'ont eu d'autre choix que d'apprendre à s'en protéger. Pauses répétées, horaires de travail adaptés ou astuces fraîcheur en tous genres, tous les remèdes sont bons pour survivre quand le thermomètre s'affole. Dans l'immensité de la steppe du Kutch, dans l'Etat du Gujarat, il dépasse régulièrement l'été les 45 degrés Celsius, jusqu'à parfois 47 à 48. Plus de 50.000 ouvriers y séjournent huit mois par an pour ramasser le sel, sans accès à l'électricité et alimentés en eau par des citernes une fois tous les vingt-cinq jours. Dès

le mois de mai, la chaleur y est suffocante. «Nous sommes obligés de travailler en horaires décalés, soit tôt le matin soit une fois le soleil couché», décrit Babulal Narayan, 48 ans, un des ouvriers qui, râteau en main, arrachent le sel des bassins inondés lorsqu'ils s'assèchent sous l'effet du vent et du soleil. Les trois quarts du sel indien sont produits dans ce marais saisonnier du nord du Gujarat, l'un des plus grands déserts salés de la planète. Quand la fournaise atteint son pic, les récolteurs du sel se réfugient dans des huttes en bois drapées de linges et plâtrées de bouse d'âne. «On s'assied là deux ou trois heures, comme ça on ne sent pas trop faibles ou étourdis», dit Bhavna Rathore, 17 ans.

SE REFROIDIR À TOUT PRIX

La bouse fait écran au soleil et laisse la chaleur de l'intérieur s'échapper, explique la jeune femme, et les linges permettent de faire passer un peu d'air. Pour s'hydrater, Kanchan Narayan, 44 ans, recourt elle à une gourde d'eau qu'elle entoure d'un linge mouillé. «Le vent aide à refroidir l'eau», assure-t-elle.

Quant à Poornima, il préfère ingurgiter de grandes gorgées d'un thé chaud, qui le fait transpirer et baisse ainsi la température de son corps. L'Inde est entrée en mai dans sa période la plus chaude de l'année. Les services météo (IMD) anticipent cette saison un nombre de jours de canicule «supérieur à la normale» dans plusieurs régions, dont le

Gujarat. Jusqu'à récemment, les ouvriers du sel ne piétinaient dans les bassins que jusqu'en mars, avant les chaleurs. Mais la récolte s'étend désormais jusqu'aux premières fièvres de mai. La faute à l'énergie solaire, qui a supplanté le diesel pour faire tourner les pompes à eau. Moins chère, elle a rendu rentable la poursuite de l'activité jusqu'en début d'été. Le revenu des familles y gagne, mais au prix d'une exposition prolongée à la canicule qui pèse sur leur santé. Fièvres, malaises, nausées sont plus fréquentes... La chaleur extrême peut même causer des arrêts cardiorespiratoires.

TEMPÊTE

«Dès que la fièvre monte, je prends un paracétamol», minimise Kanchan Narayan. La loi indienne ne fixe pas de température maximale pour le travail à l'extérieur. Elle se contente de le limiter, sur la base des seuils fixés par les services météo - la canicule est déclarée à 40 degrés, une alerte «sévère» à partir de 47. Dans les bassins de sel du Gujarat, l'air très sec favorise la transpiration et donc le refroidissement du corps. Des conditions qui permettent aux ouvriers de travailler sous des températures qui seraient mortelles avec de forts taux d'humidité. Des études scientifiques ont ainsi établi qu'une exposition pendant six heures à 35 degrés et sous 100% d'humidité serait fatale. Le réchauffement climatique à l'échelle de la planète pèse évidemment sur l'activité des récolteurs de sel. Mais plus que de la hausse des températures, Babulal Narayan s'inquiète de l'accélération de la fréquence et de l'intensité des épisodes climatiques violents qu'il provoque. «Le mois dernier, nous avons été victimes d'une tempête de poussière qui a détruit toute une récolte de sel d'une valeur de 200.000 roupies (environ 1.800 euros)», rapporte-t-il. Une somme pour ce père de trois enfants, dont l'année de labeur lui rapporte 250.000 roupies (2.200 euros). Mais même avec une chaleur à la hausse, les récolteurs de sel n'ont pas d'autre choix que de continuer. «Nous n'avons pas de terre à cultiver ni de bétail à élever», dit Rasoda Rathore, 65 ans, «que pourrait-on faire d'autre?»

Pays-Bas-prison
**A l'intérieur du centre
de détention de la Cour pénale
internationale**

Une cellule de neuf mètres carrés, une heure d'exercice en plein air et 25 euros d'argent de poche par semaine: voilà le quotidien des criminels de guerre présumés, détenus à La Haye dans l'attente de leur jugement.



L'AFP a obtenu un accès exceptionnel au centre de détention de la Cour pénale internationale (CPI), où des accusés, comme l'ancien président des Philippines Rodrigo Duterte, attendent leur procès pour crimes contre l'humanité ou crimes de guerre. Le quartier pénitentiaire de la CPI fait partie de la prison de Scheveningen, imposant bâtiment situé à deux pas de la Cour, non loin d'une plage où les Néerlandais aiment aller se dégourdir les jambes.

En guise d'exercice en plein air, les détenus disposent de leur côté d'une heure d'exercice par jour sur un court de tennis décrépit. Outre les personnes détenues sous l'autorité de la CPI, la prison de Scheveningen accueille également l'Unité de détention des Nations unies dans une autre aile, où est incarcéré l'ancien chef militaire serbe bosnien condamné pour génocide, Ratko Mladic. Le centre de détention de la CPI compte actuellement sept hommes, dont Khaled Mohamed Ali El Hishri, un responsable pénitentiaire libyen.

Le centre a encore de la place: 32 cellules sont prêtes à recevoir toute personne visée par un mandat d'arrêt de la CPI, comme le président russe Vladimir Poutine ou le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Les cellules comprennent des toilettes et un lavabo, un mince matelas en plastique posé sur un lit simple et une fenêtre donnant sur la cour. Trois petites cabines de douche

sont à la disposition des détenus dans une salle de bain qui sert également de buanderie. Les prisonniers font leur lessive eux-mêmes.

25 EUROS PAR SEMAINE
Les détenus se côtoient dans la salle commune, où l'on trouve des jeux, des livres, un aquarium rempli de poissons tropicaux et un coin cuisine. Une feuille de score abandonnée sur la table indiquait «Ali 3, Mar 3» témoignant peut-être d'une partie de dominos entre deux criminels de guerre présumés, tandis qu'une casserole contenant des restes de curry était posée sur une plaque de cuisson. Les détenus sont autorisés à préparer leurs propres repas, en plus de leur petit-déjeuner à la carte et de leurs deux repas chauds quotidiens.

Les gens se plaignent de la nourriture, comme dans tous les centres de détention, a déclaré le directeur de la prison, Marc Dubuisson, qui interprète cela comme «une bonne chose» car «cela veut dire qu'ils ne se plaignent pas de problèmes plus graves», comme de mauvais traitements. Néanmoins, la nourriture est un «sujet central» et les responsables du centre s'efforcent de tenir compte des goûts de chacun en leur demandant ce qu'ils aimeraient manger, a expliqué le directeur. De plus, ils disposent chacun de 25 euros par semaine pour acheter des articles d'une liste préétablie, comprenant notamment de la

nourriture et des produits de toilette spécifiques. Ils peuvent également faire des travaux ou du nettoyage pour gagner quelques euros supplémentaires.

DES TENSIONS OCCASIONNELLES
Les détenus «sont libres de faire ce qu'ils veulent» dans le respect de règles internes strictes, a poursuivi M. Dubuisson. Ils sont toutefois confinés de 20H30 à environ 7H00 du matin, ainsi que de midi à 13H00 et de 17H00 à 18H00. En dehors de ces horaires, un programme d'activités est proposé. L'établissement dispose d'une salle de sport bien équipée et d'un gymnase couvert, et un coach sportif est présent tous les jours. Les détenus peuvent s'inscrire à des cours de yoga, de langues ou d'art.

Une bibliothèque de livres et de DVD est à leur disposition, en plus d'un ordinateur sécurisé, non connecté à Internet, pour préparer leur dossier. Le centre comprend une aile médicale, avec trois médecins disponibles.

Les visites familiales ont lieu dans une pièce séparée. Les visites conjugales sont également possibles dans une autre cellule dotée d'un lit escamotable juste assez grand pour deux personnes. M. Dubuisson a indiqué que les détenus étaient généralement assez sociables. «Il y a parfois des tensions, comme dans tous les centres de détention, mais jamais au point de nous obliger à appeler la police», a-t-il déclaré.

**Festival de Cannes
Sur la Croisette, les chiens renifleurs
traquent les stupéfiants**

Sur la Croisette, entre robe de gala ou short de plage, le chien renifleur «ne fait pas de différence» pour traquer cocaïne et cannabis tout au long du festival de Cannes, qui attire dans son sillage aussi bien le gotha du cinéma que vendeurs et consommateurs de drogue. Lorsqu'il s'approche, les festivaliers sont parfois surpris de sentir un museau les renifler pendant quelques secondes. «Le chien ne fait pas de différence, lui suit les odeurs, c'est ce pour quoi il a été formé, il n'a pas de stéréotype précis», indique un policier municipal sur la promenade qui longe la baie de Cannes, à quelques pas du tapis rouge foulé chaque jour par les grandes stars du cinéma. Pendant le festival, où la fête bat son plein chaque soir jusqu'au 23 mai, le maire de Cannes, David Lisnard, a réclamé «une opération ciblée de lutte contre les stupéfiants». La justice a répondu favorablement à ces opérations.

Aux abords de la gare, un jeune interrogé par l'AFP raconte avoir été contrôlé cinq fois sur la même journée. Le maire assure néanmoins que les contrôles ne sont pas ciblés et réfute toute stigmatisation. «Quand 200.000 personnes viennent, il est évident qu'il y a du trafic, il faut lutter contre, c'est valable pour toute la population, à l'année, c'est valable aussi pour les festivaliers», explique auprès de l'AFP M. Lisnard, également candidat à l'élection présidentielle française de 2027. «Je n'avais pas mes papiers d'identité sur moi mais je n'avais rien à me reprocher donc ils m'ont laissé repartir», confie le jeune interrogé par l'AFP, qui dit ne pas comprendre ces contrôles à répétition, comme d'autres rencontrés à la gare ferroviaire. Si la police quadrille le centre-ville de Cannes, ses prérogatives ne s'appliquent que sur la voie publique. Interdiction de



contrôler les soirées privées, lieux désignés de consommation de stupéfiants à l'abri des regards. «Plus on aura la possibilité d'aller sur des lieux privés plus on sera efficaces mais la législation nous contraint aujourd'hui à aller sur la voie publique», reconnaît le directeur de la police municipale, Yves Daros, mais «ça nous suffit pour obtenir de bons résultats».

«MOINS DE RISQUE QUE LE STUPS»
Autre point de vigilance pendant le festival : les vols de montres de luxe, qui se multiplient en période estivale dans les stations balnéaires de la côte d'Azur. Pour juguler «ce phénomène vieux comme les montres de luxe», selon le chef de la police judiciaire (PJ) des Alpes-Maritimes, Eric Antonetti, les fonctionnaires locaux sont désormais épaulés par leurs homologues de Naples et Madrid pour la quinzaine cannoise. Avec leurs lunettes de soleil et leur allure décontractée, rien ne les distingue des festivaliers qui les entourent. Mais, derrière cette apparente nonchalance, ils traquent les malfaiteurs spécialisés qui font du Festival de Cannes un terrain de chasse privilégié. En 2025, selon le com-

missaire, 65% des vols de montres de luxe à Cannes émanaient «d'une délinquance étrangère, 25% de la délinquance napolitaine et 40% espagnole, principalement des équipes d'Amérique du Sud et maghrébines». «Elles se projettent depuis l'Espagne en commettant d'abord des vols dans les villes riches puis viennent pour le festival et la saison estivale perpétrer leurs vols sur la côte d'Azur», détaille-t-il. Selon M. Antonetti, cette coopération porte ses fruits : les vols ou tentatives de vols de montres ont baissé d'environ 37%, avec 17 cas en 2025 contre 27 en 2024. «Le vol de montres de luxe est une activité qui marche fort et qui n'a pas les risques associés au trafic de stupés, où il y a beaucoup plus de morts», poursuit le commissaire.

Au même instant, il reçoit un appel d'urgence. Une montre Patek Philippe d'une valeur de 300.000 euros vient d'être dérobée chez la «petite jumelle» cannoise de Saint-Tropez par un équipage en scooter. La première heure est cruciale. Passé ce délai, les malfaiteurs auront le temps d'acheminer leur butin jusqu'à Naples où la montre aura une nouvelle certification rendant toute récupération quasi-impossible.

Publicité

APARTEMENTS

■A vendre appartement T3 de 83 m² à Bir El Djir dans nouvelle résidence 2023, sécurisée - 3^e étage - gardien H24 - 2 ascenseurs - étudie ttes propositions. N° Téléphone : 0782.35.45.34

VILLAS

■A vendre haouch colonial à Hassi Ameur village, sup 905 m², avec acte et livret foncier, vu son emplacement à côté de la zone de Hassi Ameur peut servir à un dépôt ou une habitation - Tél : 0797.46.23.13 - 0676.45.83.90

EMPLOIS

■Hôtel recherche H.F 02 réceptionnistes Hôtel Chlef, CV photo, 35 Bd Emir AEK - Oran. Tél : 0563.14.18.66

■Hôtel Chlef, recherche secrétaire de direction (F) ayant expérience dans le domaine, CV avec photo, au 35 Bd Emir Abdelkader - Oran. Tél : 0563.14.18.66

■Hôtel Chlef, recherche femme de ménage (F) ayant expérience dans le domaine, CV avec photo, au 35 Bd Emir Abdelkader - Oran. Tél : 0563.14.18.66

■Cherche un ingénieur en informatique pour cours particuliers et suivi commercial (I.Commerce). Paiement après entente. Contactez-moi au 0557.56.27.51. Pas le soir SVP.

DIVERS

■Loue licence taxi Oran-ville ou environ. Tél : 0559.90.06.81

PENSÉE

2016 - 2026

A la mémoire de notre cher père et grand-père

SEDDIKI

BAGHDADI

et sa sœur **SETTI**

et sa fille **SAMIA**.

Les familles **SEDDIKI** - **MADOUNI** -

ADDOU - **BENYAHIA** - **GUELIL** -

MIRALI - **KESSIRA** - **BENOUANANE** -

BENDAHOU - **TAHRI** - **GUITTOUM** -

ARACHE de Suisse - **KOHLI** - **RAKEZ**

de Tunisie - **KACEM** de Suisse -

TOUIL de Frença demandent à tous ceux qui les ont connus lui et sa sœur Setti et sa fille Samia d'avoir une pieuse pensée à leurs mémoires et nous prions Dieu le Tout-Puissant de les accueillir en Son Vaste Paradis.

Famille **SEDDIKI**

Ton fils **Nasreddine**

2

20:00 Concours Eurovision de la chanson 2026



La finale

Depuis la Wiener Stadthalle de Vienne (Autriche). Après la victoire de JJ l'an dernier, la 70e édition du concours Eurovision de la chanson se déroule à Vienne. Lors de cette grande finale, 25 pays sont en compétition pour tenter de remporter le trophée tant convoité. Monroe, jeune artiste de 17 ans, porte les couleurs de la France. Elle interprète "Regarde !", un hymne à l'amour puissant, et porte les espoirs de tout un pays lors de cette grande finale....

09:50 Chacun son tour
11:00 Tout le monde veut prendre sa place
11:50 De l'ombre à la lumière
12:00 Journal
13:05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
15:55 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17:00 Tout le monde a son mot à dire
17:40 N'oubliez pas les paroles
19:00 Journal
19:30 Dans les coulisses de l'Eurovision 2026

3

20:10 Les mystères de la marée



Sur les rivages de la côte atlantique, des ballots de cocaïne pure sont découverts à marée basse depuis plusieurs jours. Un matin, le corps de Lucas, un jeune skipper membre de la famille propriétaire des chantiers navals dans la région, est retrouvé. Une capitaine de gendarmerie se voit confier l'enquête. Le chemin de Sarah recroise ainsi celui de Ben, un enquêteur spécialisé dans les stupéfiants, récemment appelé en renfort. Si celui-ci apparaît enthousiaste, celle-ci reste sur sa réserve...

09:20 Les Quiquoi
09:36 Scooby Doo
09:38 Marcus Level
09:40 Chef pays
10:15 Des régions gourmandes
10:50 Outremer l'info
11:00 Enquêtes de région le mag
11:15 Dans le rétro
11:25 ICI 12/13
11:55 La vie à vélo
12:30 Samedi d'en rire
16:20 Expression directe
16:25 Le jeu des 1000 euros
17:05 Questions pour un champion
17:50 Réflexe !
19:10 Hors jeu

4

20:00 The Rider



Le jeune cowboy Brady (Brady Jandreau), étoile montante du rodéo, apprend qu'après son tragique accident de cheval, les compétitions lui sont désormais interdites. De retour chez lui, Brady doit trouver une nouvelle raison de vivre, à présent qu'il ne peut plus s'adonner à l'équitation et la compétition qui donnaient tout son sens à sa vie. Dans ses efforts pour reprendre en main son destin, Brady se lance à la recherche d'une nouvelle identité et tente de définir ce qu'implique être un homme au cœur de l'Amérique.

08:54 Bluey
09:52 Les as de la jungle à la rescousse
12:25 Un jour, une question
13:36 Trop cool, Scooby-Doo !
14:30 Batwheels
15:24 Ninjago, le soulèvement des dragons
16:19 Héros à moitié
18:00 L'Incredyble Bibliothèque de M. Lemoncello
19:02 Les as de la jungle à la rescousse
19:54 Okoo-koo
20:00 The Rider
22:00 Montsours
22:25 Wonderwall
22:55 Le pitch cinéma

5

arte

TMC

08:21 Vida la véto
08:45 Taki Tanuki
09:10 A la découverte du monde
09:45 Silence, ça pousse !
11:40 Dr Pic Noir : urgences des bois
12:35 Il était une rivière - Au fil de la Leine
13:27 Imprévus
15:25 Albanie, le secret des Balkans
16:20 Réflexe !
16:25 C dans l'air l'invité
16:40 C dans l'air
17:55 C à vous
19:00 C à vous la suite
20:00 C'est bon à savoir

08:20 Invitation au voyage
09:00 Cuisines des terroirs
09:30 Corridors sauvages
10:15 Voyage au cœur de nos forêts
15:50 Invitation au voyage
16:30 Arménie : La gardienne des terres sauvages
17:15 Kirghizistan, espoir pour les panthères des neiges
17:50 Arte reportage
18:45 Arte journal
19:05 28 minutes
21:25 Monuments éternels
22:50 L'Acropole : Le pillage d'un symbole

09:00 Quotidien
10:35 Nos chers voisins
12:16 Petits plats en équilibre
12:20 Rizzoli & Isles : autopsie d'un meurtre
15:45 Rizzoli & Isles : autopsie d'un meurtre
16:35 Une famille en or
20:10 Petits plats en équilibre
20:15 New York Unité Spéciale
21:00 New York Unité Spéciale
21:55 New York Unité Spéciale
22:45 New York Unité Spéciale



CINE+ family 19.50

ALBATOR, CORSAIRE DE L'ESPACE

En 2977, la galaxie est sous la coupe de la Coalition corrompue de Gaia. Albator est le seul homme à se révolter et à oser défier celle-ci. Le pirate de l'espace, balaféré et au bandeau sur l'oeil, parcourt inlassablement l'univers dans son croiseur de bataille, l'Arcadia, à la recherche de navires ennemis à piller. Lassé des pertes subies par sa flotte, Ezra, le chef de Gaia, pense avoir trouvé le piège ultime pour se débarrasser de son ennemi. Il charge son jeune frère Logan d'embarquer sur le vaisseau avec pour mission d'en assassiner le capitaine. Mais Logan finit par ouvrir les yeux et embrasse la cause d'Albator, son nouveau mentor...



TMC 20.15

NEW YORK UNITÉ SPÉCIALE

Saison 18 - Episode 6 / 21 : La musique adoucit le meurtre

Dans un centre commercial animé, Eva, une femme transgenre de 24 ans, est brutalement agressée dans les toilettes publiques, un acte de violence qui choque la communauté. Olivia Benson (Mariska Hargitay) et son équipe de l'Unité Spéciale se retrouvent rapidement impliqués dans cette affaire délicate, révélant les tensions qui entourent la vie d'Eva. Ses parents, dévastés, partagent avec Olivia des détails troublants sur les difficultés relationnelles d'Eva avec son compagnon, Logan Blake. Alors que les enquêteurs explorent les circonstances de l'agression, ils découvrent qu'Eva a eu une altercation dans un club, où elle a giflé un client après avoir été insultée et humiliée publiquement....



arte 19.55

MOSSOUL, RENAISSANCE D'UNE VILLE MILLÉNAIRE

Depuis 2025, la silhouette penchée du minaret de la mosquée Al Nouri s'élève de nouveau dans le ciel de Mossoul, non loin du clocher de l'église Mar Toma. Au nord de l'Irak, la deuxième ville du pays retrouve son identité plurielle, meurtrie par trois ans d'occupation par Daesh puis de guerre. Alors qu'en 2017 son centre historique était anéanti par les bombardements, des experts du monde entier se sont depuis mobilisés pour le reconstruire. Six ans de travaux pour les monuments les plus emblématiques, menés sous l'égide de l'Unesco, de l'Œuvre d'Orient et des autorités irakiennes...

TÉLÉVISION

TF1

20:10 Le grand concours



10:45 Petits plats en équilibre
10:50 Les douze coups de midi
11:50 Petits plats en équilibre
12:00 JT 13h
12:40 Grands reportages
15:10 Les Docs du week-end
16:50 50mn Inside
19:00 JT 20h
19:45 Tirage du Loto
20:10 Le grand concours
21:30 Le grand concours
22:40 10 sur 10, combien tu te mets ?

Arthur est le maître de cérémonie pour cette soirée de Grand Concours sur TF1. Pour l'occasion Arthur recevra 19 personnalités parmi lesquelles des animateurs, des comédiens ou encore des humoristes. Figures bien connues des spectateurs et appréciés pour leur gouaille et leur humour. Parmi les personnages publics de ce soir, on retrouve : Az, Patrick Chanfray, Laurie Cholewa, Sophie Davant, Roman Doduik, Agustin Galiana, Anne-Sophie Girard, Gus, Marianne James, Frank Leboeuf,...

6

20.10 NCIS



09:05 Le mag du samedi
09:55 66 minutes : grand format



11:45 Le 12.45
12:35 Un jour, un doc week-end
16:30 La roue de la fortune
17:35 Le maillon faible
18:45 Le 19.45
19:35 Scènes de ménages
20:10 NCIS

Saison 23 - Episode 1 / 20 : Le fils prodige
Le Naval Criminal Investigative Service (NCIS) est une agence peu connue du grand public, mais essentielle pour la sécurité nationale. Dirigée avec rigueur par l'agent spécial Leroy Jethro Gibbs (Mark Harmon), cette unité d'élite se consacre à l'enquête sur des crimes survenus dans le cadre de la Marine et des Marines des États-Unis. L'équipe, composée d'agents aux compétences variées, dont la pétillante Abby Sciuto (Pauley Perrette) et le médecin légiste Donald "Ducky" Mallard (David McCallum),....

CANAL+

Rugby : Top 14

Saison 2025 - Racing 92 / Toulon



08:21 L'affaire Moloch
11:11 L'hebd'Hollywood
11:30 Le cercle
12:19 Voyages au bout de l'effort
13:15 Avant-match Top 14
13:30 Rugby : Top 14
15:20 Avant-match Top 14
15:27 Rugby : Top 14
17:35 Débrief Top 14
17:51 Canal Sports Club
17:54 Docs Sports
18:27 Canal Sport News

18:40 Canal Rugby Club - 1re édition
19:54 Avant-match Top 14
20:00 Rugby : Top 14
21:57 Canal Rugby Club le débrief
22:16 Plateau sport
22:18 Golf : PGA Championship

PLANETE +

TFX

W9

08:41 American Pickers, la brocante made in USA
10:19 Otages du Liban, une histoire secrète
12:14 Adolf Eichmann : les aveux du diable
15:09 Mystérieux objets
16:45 Vikings : La saga des Bluetooth
18:23 American Pickers, la brocante made in USA



08:20 Nicky Larson
09:25 Top Info
09:30 Familles nombreuses : la vie en XXL
18:53 Petits plats en équilibre
18:55 Familles nombreuses : la vie en XXL
20:05 Petits plats en équilibre
20:10 Chroniques criminelles



09:10 Absolument stars
10:40 Desperate Housewives



14:20 Desperate Housewives



16:30 La petite histoire de France

FLÉCHÉS N° 9573

POUVOIRS PUBLICS					SORTI			
ATTACHÉS		COTE CASSÉE			ONZE ROMAIN			
		TEL DU PAIN PAS FRAIS						
	MANCHETTE			ROUE	ARTICLE			
	PART			CYCLONE	RÉSISTE			
	RYTHMÉÉ							
					POUCE OU INDEX..			
					RÈGLES			
	METTRE LES BOUTS							SITUÉES
	CHANDELLE							EN FAIT DU BEAU
		IMPORTANT PERSON- NAGE			SODIUM	BANNIR		
		NOTA BENE			TEINTURE NATURELLE	PRESTIGIEUX PRIX		
			CATÉGORIE DE BOXE					
			CHAMP					
		CHOPE			GRECQUE			
		CENT MÈTRES CARRÉS			C'EST DE LA CAMELOTE !			
					OBTENUE			
						BUREAU D'ORDRE		
						APPRIS		
PERDUE				DÉNONCÉE				
CARABOSSE OU MORGANE				COLERE				
				EMPLOYER				
			SEPAREE DES AUTRES					

FLECHES N°9572

H	A	B	I	L	E	E	S
E	G	A	L		U	P	T
N	E	T		A	G	I	T
N		S	A	L	U	E	D
I	R		V		B		D
S		B	A	R	R	E	E
S	F		L	I	E		N
M	E	R	R	E		T	O
E	R	E		E	P	I	N
E	T	A	T		A	R	C
N	E		O	M	I	S	E
T	S	E	T	S	E		R

CROISÉS N°9572

M	A	L	O	D	O	R	A	N	T
I	M	A	G	E	S	A	U		
G	E	M	I	S	S	A	I	S	
N	S		N	I	E	L	L	E	S
A		H	O	N	N	I	E		A
R	S	A		C	A	S		B	
D	E	B	L	A	T	E	R	E	
I	C	I		R	E	S	O	L	U
S		T	E	N	U		D	E	S
E	R		C	E	R	B	E	R	E

SUDOKU N°9572

5	4	6	2	9	7	1	8	3
3	2	7	6	1	8	9	4	5
9	8	1	5	4	3	2	7	6
6	7	9	3	8	2	4	5	1
1	3	4	9	7	5	6	2	8
8	5	2	1	6	4	7	3	9
7	6	3	4	5	9	8	1	2
4	9	5	8	2	1	3	6	7
2	1	8	7	3	6	5	9	4

CODÉS N° 9572

1 A	2 R	3 L	4 I	5 N	6 S
7 U	8 T	9 E	10 P	11 O	12 B
13 V	14 G	15 D	16 M	17	18
19	20	21	22	23	24

FOUILLIS N° 9572:
DEGUERPIR
(Dé - Guerre - Pire)

SUDOKU N° 9573

		7						4
		8	7		9	3		1
				5		7	2	
	4				7	2	9	
				3				
7				9	2	6		3
			9	6	1		8	
	2		5	4		9	1	
				7	8	4		

CODÉS N° 9573

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
A	M	R										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

7	3	13	2	13	3	4	13	8	
11	1	5	13	3		12		9	10
4	5	13	2		4	8	8	10	8
2	13		13	7	9	6	13	3	
6	13	10		1	12	13		12	8
1		12	13	8		7	11	9	10
13	1		8	13	12	5	1	4	5
17	13	8	5	13		4	15	8	
13	3		1		12	9	5	13	13
	1	4	2	13		12	13	3	14
1	5	5	4	3	13	8		4	14
15	4		12		6		12	13	9
15	9	16	13	2	13	12	5		3
4	12	10	5	4	15	13		8	5
13	8		8	5	13	6	6	13	8

10 ERRORS



Décès du chanteur de chaâbi Abdelmadjid Meskoud



Le chanteur de chaâbi Abdelmadjid Meskoud est décédé, jeudi à Alger, à l'âge de 73 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de ses proches. Né à Alger en 1953, Abdelmadjid Meskoud a débuté sa carrière artistique en 1969. Parmi ses célèbres chansons dans le genre chaâbi assimi, figurent «Ya Dzayer Ya El Assima», «Nhar Iban Essah» et «Choufou Choufou».

Pakistan : attaque d'un complexe de sécurité, au moins 9 paramilitaires et dix assaillants tués



Un complexe de sécurité dans une province du nord-ouest du Pakistan a été attaqué par un camion piégé à l'explosif, tuant au moins neuf paramilitaires, ont indiqué vendredi les autorités qui ont aussi fait état de dix morts parmi les assaillants présumés. Les attaquants ont pris la fuite après de longs échanges de tirs avec les forces de sécurité, dont au moins 35 membres ont été blessés lors de l'assaut, a ajouté ce responsable.

Un autre haut responsable gouvernemental du district de Bajaur a confirmé le bilan. Le mouvement des talibans pakistanais (TTP), très actif dans la région, a revendiqué l'attaque. Dans un autre incident survenu dans la zone d'Inayat Killi, à Bajaur, trois membres des forces de sécurité ont été blessés par un obus de mortier tombé à l'intérieur d'un autre camp paramilitaire, ont indiqué des responsables.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le Parti National Rifain ouvre sa première branche européenne



Le Parti National Rifain (PNR) a ouvert sa première branche européenne à Gérone (Espagne) et procédé à l'investiture de Mohamed El Douhri en tant que président de ce bureau.

Le président du PNR, Oussama Redouane, a affirmé que l'objectif de l'ouverture de cette antenne est de rapprocher le

parti de la communauté rifaine résidant en Espagne et d'être à l'écoute de ses préoccupations.

Le président du PNR a, dans le même contexte, rappelé que le peuple du Rif lutte pour son droit à l'autodétermination et à l'indépendance depuis la «funeste annexion» par le Maroc en 1956, soulignant que cette annexion est, du point de vue du

droit international, «illégal» et qu'il n'existe «aucune souveraineté du Maroc sur le Rif».

De son côté, le vice-président du PNR, Youba El Ghadioui, a précisé que l'ouverture de ce bureau «représente une étape concrète pour porter la cause rifaine de la sphère du débat vers l'action politique au sein de l'Europe».

Le directeur de la CIA a rencontré des responsables cubains à La Havane



Une délégation américaine emmenée par le directeur de la CIA, John Ratcliffe, s'est rendue jeudi à La Havane où elle a rencontré de hauts responsables cubains, a annoncé le gouvernement cubain dans un communiqué.

«A partir de la demande présentée par le gouvernement des Etats-Unis de recevoir à La Havane une délégation présidée par le directeur de la CIA, John Ratcliffe, la Direction de la Révolution a approuvé la tenue de cette visite et la réunion avec ses homologues du ministère de l'Intérieur», indique le gouvernement.

Ce dernier a précisé que cette réunion, qui s'est tenue «dans un contexte marqué par des relations bilatérales complexes», doit permettre «de contribuer au dialogue politique entre les deux nations».

Le chef du gouvernement espagnol «fier» de Yamal qui a brandi un drapeau palestinien



Le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez s'est déclaré «fier» de l'attaquant star du FC Barcelone Lamine Yamal qui a brandi un drapeau palestinien pendant la parade du sacre du Barça lundi, suscitant des accusations d'Israël.

Lamine a simplement exprimé la solidarité avec la Palestine que ressentent des millions d'Espagnols. Une raison de plus d'être fier de lui», a écrit Pedro Sanchez sur X.

Epidémie d'Ebola déclarée en RDC



Une épidémie d'Ebola est déclarée dans la province de l'Ituri, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), région en proie à des conflits armés, a annoncé vendredi à Addis Abeba l'Africa CDC, l'agence sanitaire de l'Union africaine (UA).

Pour l'heure, quatre décès ont été attribués au virus en laboratoire et 246 cas suspects dont 65 mortels ont été recensés, selon l'Africa CDC.

«Une épidémie de maladie à virus Ebola a été confirmée dans la province de l'Ituri», écrit vendredi sur X l'Africa CDC.

Le virus Ebola reste souvent mortel malgré de récents vaccins et traitements. Cette fièvre hémorragique hautement contagieuse a fait 15.000 morts en Afrique au cours des 50 dernières années. L'épidémie d'Ebola la plus meurtrière en RDC, survenue entre 2018 et 2020, avait fait près de 2.300 morts pour 3.500 malades.

La présence du virus a été confirmée dans 13 des 20 échantillons testés à Kinshasa, capitale de la RDC, selon l'Africa CDC qui précise que «quatre décès ont été signalés parmi les cas confirmés en laboratoire».

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

DÉBLAYAGE ET TERRAIN POLITIQUE

Le visible déblayage du terrain politique qu'offre la refonte de la loi sur les partis, présage une réconciliation des Algériens avec les femmes et les hommes qui les représenteront et deviendra imparable. On remarque déjà que le profil du prétendant à la représentation n'est plus celui d'avant et n'est plus sujet à une complaisance offerte aux basses opportunités. Ceux qui s'engageront pour être élus sont maintenant bien renseignés leur engagement futur sur le terrain politique de la lourde mission qui exigera d'eux un don de soi pour servir ceux qui les ont élus.

Le costume-cravate qui enveloppe les idées douteuses et couvre les avidités personnelles ne suffira plus aux quidams

arrivistes pour prétendre être élus.

Les notables taux d'abstention relevés au cours des élections passées étaient dus, on le sait, à la césure manifeste entre la non-représentativité d'élus ne représentant qu'eux-mêmes et la population. Des associations fantomatiques dont la consistance reposait sur une adhésion douteuse de deux ou trois personnes, ne pouvaient recevoir d'échos à leurs manifestations épisodiques ne se manifestant au grand jour que lors des élections.

Le cadre propice et rigoureux pour

cette mission et pour un militantisme positif a été aménagé par une multitude de précautions législatives ayant touché toutes les activités de la nation. Les failles et les brèches permissives ayant transformé le terrain politique en foire où l'infantilisation régnait ont été obstruées. Il ne sera plus question maintenant de volontarisme électoral servant de sésame aux opportunistes et aux rapines accordant le loisir des passe-droits et des pirateries. L'élus ne se présentera pas pour prendre ou rafler de substantiels accommodements et bénéfices, mais de mettre au service des électeurs et au pays ce qu'il a de meilleur de lui et d'endosser l'habit de l'architecte politique et social avéré.